



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service

Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If page(s) are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

La Région Autonome Weiwuer du Xinjiang

**Un cas dans l'étude de la politique des nationalités du Parti Communiste Chinois
envers ses Minorités Nationales**

par:

Sylvie Bourbonnais

**Thèse présentée à l'École des Études Supérieures de l'Université
d'Ottawa pour les exigences du programme de maîtrise en sociologie.**



Sylvie Bourbonnais, Ottawa, Canada, 1990



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

The author has granted an irrevocable non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of his/her thesis by any means and in any form or format, making this thesis available to interested persons.

The author retains ownership of the copyright in his/her thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her permission.

L'auteur a accordé une licence irrévocable et non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de sa thèse de quelque manière et sous quelque forme que ce soit pour mettre des exemplaires de cette thèse à la disposition des personnes intéressées.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège sa thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

ISBN 0-315-60091-8

Canada



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

Pour Maryse Paré

Remerciements

Je tiens à remercier sincèrement mon directeur, Richard Poulin, pour le temps qu'il m'a consacré, les nombreux conseils qu'il m'a prodigués et la patience dont il a fait preuve au cours des dernières années; un gros merci également à mon frère, Luc Bourbonnais, pour les nombreuses soirées passées avec moi devant l'ordinateur.

Table des matières

Remerciements	i
Liste des cartes et tableaux	iv
Introduction	1
Chapitre 1	Géographie physique et humaine de la Chine Populaire
	4
1. Géographie physique	4
2. Géographie humaine	6
Chapitre 2	Le Xinjiang: géographie physique et humaine
	21
1. Géographie physique	21
2. Géographie humaine	22
Chapitre 3	Histoire politique de l'Asie centrale
	30
Chapitre 4	Le PCC et la question nationale avant la victoire de 1949
	38
Chapitre 5	Le PCC au Xinjiang
	46
1. La libération du Xinjiang et le front Uni	46
2. 1953-1958; le premier plan quinquennal	50
a- Le secteur agricole	51
b-Le secteur pastoral	52
c-Le secteur industriel	53
d-La vie sociale	55
e-Les formes de résistance	57
3. 1959-1966: l'interrègne de Liu Shaoqi	60
a-Le secteur agricole	60
b-Le secteur pastoral	60
c-Le secteur industriel et commercial	61
d-La vie sociale	61

4. La Révolution Culturelle	62
a. La lutte politique	62
b. Le secteur économique	64
5. La Chine apres Mao	67
6. Quelques indicateurs sociaux	71
 Conclusion	 87
 Bibliographie	 91

Liste des cartes et des tableaux

Carte 1.1	Les principaux éléments du relief	5
1.2	Variétés dialectales du chinois	8
1.3	Localisation de quelques groupes minoritaires	19
1.4	Répartition de la population Han	20
Carte 2.1	Répartition ethnique au Xinjiang	27
Carte 3.1	La Chine au temps des "Royaumes combattants"	36
3.2	La Chine sous la dynastie des Han	36
3.3	La Chine sous la dynastie des Tang(618-907)	37
3.4	La Chine sous la dynastie des Song(960-1279)	37
Carte 5.1	Analphabétisme chez les personnes de 12 ans et plus par province en RPC, 1982	71
Tableau 1.1	Familles linguistiques de la Chine Populaire	9
1.2	Quelques caractéristiques des Minorités Nationales en RPC	15
Tableau 5.1	Population des Minorités Nationales au Xinjiang en 1973	72
5.2	Pourcentage d'analphabètes et semi-analphabètes parmi les 55 Minorités Nationales	74
5.3	Pourcentage de la population citadine et niveau d'analphabétisme par province, 1982	76
5.4	Evolution de la population estudiantine à temps complet	78
5.5	Nombre de calories disponibles par province et région autonome 1980)	79
5.6	Estimation de la disponibilité quotidienne des calories pour la RPC, par habitant, 1952-1981	80
5.7	Estimation de la fraction des calories provenant des "céréales"	81
5.8	Pourcentage du revenu consacré à la nourriture	82
5.9	La condition sociale et économique au Xinjiang	83

Introduction

Depuis sa fondation en 1949, la République Populaire de Chine est aux prises avec la question des minorités nationales qui constituent une force centrifuge par rapport à l'État central. En effet, le milliard d'êtres humains, qui forme aujourd'hui ce pays, n'est pas, contrairement à la croyance populaire, homogène. La majorité, soit environ 94%, fait partie du peuple han qui tirent son nom d'une dynastie ayant régné de 206 av. J.C. à 220 ap. J.C. C'est ce que la plupart d'entre nous appelons "les Chinois". Les autres, soit, les minorités nationales, ne forment qu'environ 6% de la population totale mais occupent tout de même près de la moitié du territoire et ce, le long des frontières avec la Corée, la Mongolie Extérieure, l'URSS, l'Inde, le Vietnam, etc. On peut donc comprendre que ce sujet délicat soit d'une importance particulière pour les dirigeants chinois.

La présente thèse se propose d'étudier les politiques du Parti communiste chinois (PCC) envers ses minorités nationales. Pour ce faire, nous prendrons un exemple précis, celui de la Région Autonome Weiwuer du Xinjiang (R.A.W.X.). Ce territoire, habité par des peuples d'origine turque, est d'une importance particulière puisqu'il possède une longue histoire de conflits d'intérêts entre l'État russe tsariste et l'État impérial chinois d'une part, puis l'État soviétique stalinien et la Chine nationaliste de Jiang Jieshi (Chang Kai-Tchek) et la Chine communiste de Mao Zedong d'autre part. Nous couvrirons la période qui s'étend de 1949 à 1984, soit 35 ans de pouvoir communiste.

L'analyse de ces politiques permettra de démontrer que le PCC est un parti nationaliste han.

Dans un premier temps, nous étudierons la géographie physique et humaine de la Chine en général. Tout en illustrant la diversité du monde chinois, cette étude cernera le contexte qui englobe la R.A.W.X..

La région même sera étudiée au chapitre 2, d'abord du point de vue de sa géographie physique et humaine (description ethnographique des deux groupes les plus importants: weiwuer et hasake), puis du point de vue de son histoire. Au chapitre 3, nous

prêterons une attention particulière aux modalités de son intégration à l'État central chinois au siècle dernier.

Le chapitre 4 décrit l'évolution des politiques du PCC relativement à la question nationale de sa naissance jusqu'à son avènement en 1949. Nous ferons la lumière sur les prises de position, les ruptures, les luttes intestines et les relations internationales qui ont forgé le parti et ses politiques.

Le chapitre 5 étudiera en détail la mise en oeuvre de ces politiques dans la Région Autonome Weiwuer du Xinjiang, notre exemple. Dans un premier temps, nous décrirons et analyserons les changements politiques et administratifs ainsi que les mouvements sociaux qui ont perturbé cette région. Dans un deuxième temps, nous avons jugé nécessaire d'apporter une image quantitative pour donner au lecteur une meilleure idée des changements parallèles qu'a enregistrés la qualité de la vie. C'est pourquoi, nous présenterons les statistiques que nous avons pu trouver: analphabétisme, éducation, calories disponibles, etc. Nous avons tenté de présenter des chiffres pour le Xinjiang par rapport à la moyenne nationale. Toutefois cela ne nous a pas été toujours possible. A défaut du Xinjiang, nous avons utilisé d'autres régions périphériques afin de démontrer les disparités régionales qui sont la preuve d'une discrimination envers les minorités nationales de la part des Han.

Ajoutons qu'une mise en garde se révèle nécessaire en ce qui a trait aux statistiques. Au début du règne communiste, la Chine n'avait que très peu de personnes qualifiées en collecte de données. La Révolution culturelle est venue perturber ce genre de travail. Il n'est donc pas surprenant que des statistiques pour la RPC n'apparaissent régulièrement qu'à la fin des années 70, d'autant plus qu'avec la politique des "quatre modernisations", les dirigeants surveillent le cours de l'économie.

De plus - et ceci ne s'applique pas seulement à la Chine - les statistiques ne reflètent la réalité que de manière très approximative et ce, pour au moins deux raisons. Premièrement, parce qu'il est difficile de mesurer directement un concept économique ou social. On mesure plutôt une grandeur proche du concept et plus facilement quantifiable. Deuxièmement, l'erreur de mesure est beaucoup plus

importante dans les sciences sociales que dans les sciences exactes. L'imprécision due à ces facteurs techniques peut être aggravée par la simple malhonnêteté. En outre, la définition des concepts et la méthode utilisée pour les mesurer sont en changement constant dans presque tous les pays. Des organisations spécialisées (FMI, UNESCO, BIT, etc.) essaient d'homogénéiser au maximum les statistiques qu'elles présentent. Malgré leurs imprécisions, les statistiques sont le seul moyen dont nous disposons pour dépasser les impressions intuitives.

Les données de base de cette recherche ont été recueillies dans les publications de sinologues reconnus (Dreyer, McMillen, Moseley, Guillermaz, etc). Nous avons également recherché des données originales pour les années 1976-1984 puisqu'il n'existent pas — à l'heure actuelle — d'études en profondeur pour le Xinjiang qui se rapportent à ces années. Nous avons utilisé à cet effet des données de publications chinoises en prenant garde de ne pas nous laisser influencer par leur partialité. C'est pourquoi nous avons utilisé les éditions de Beijing, de Taipei et de Hong Kong.

Pour ce travail, le système de translittération des noms chinois dit Pinyin, également en vigueur en Chine Populaire et dans la presse mondiale, sera adopté.

Ainsi:

Pékin	deviendra	Beijing
Yangtsé		Changjiang
Mao Tsé Toung		Mao Zedong
Chou Enlai		Zhou Enlai
Chu Teh		Zhu De
Chang Kaï Tchek		Jiang Jieshi
Sun Yat Sen		Sun Wen
Tibet		Xizang
Mongolie Intérieure		Nei Menggu
Sinkiang		Xinjiang

Chapitre 1

Géographie physique et humaine de la Chine Populaire

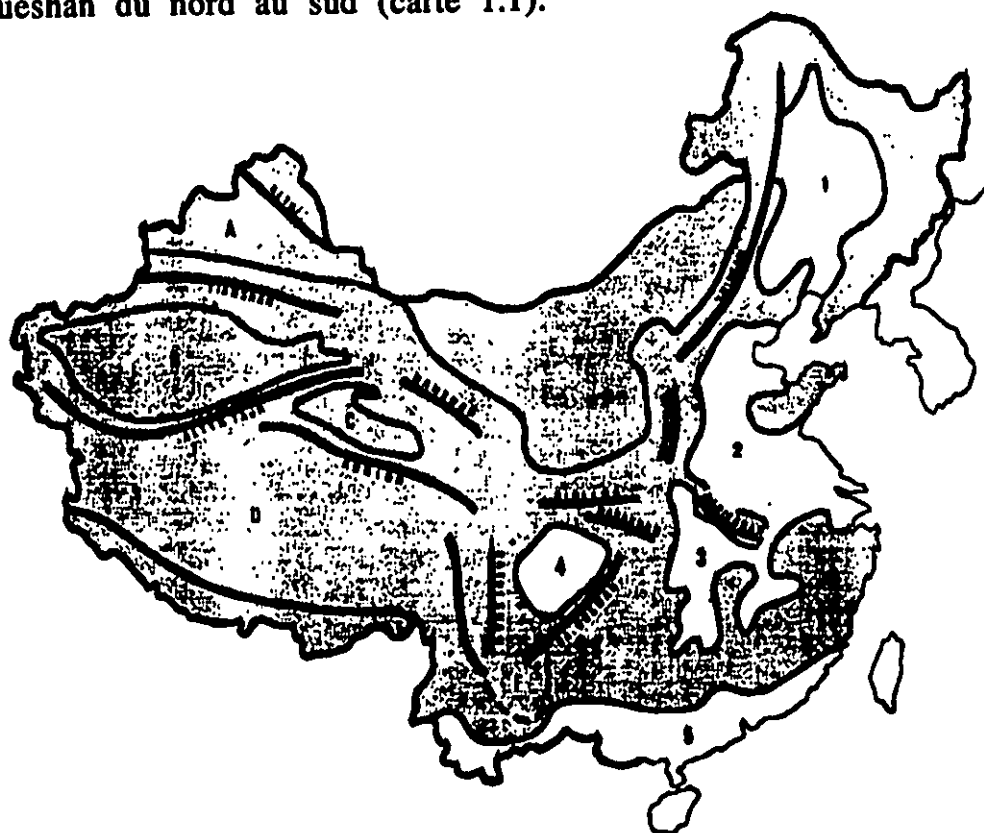
1. Géographie physique

La Chine s'étend sur 9,6 millions km². Elle comprend actuellement 22 provinces et 5 régions autonomes, offrant une diversité de paysages qui vont de la jungle au désert, des plaines aux montagnes de plus de 4 000 mètres d'altitude (Anonyme A 1972:1 cité par Poulin 1984:21). Du nord au sud, elle couvre 5 500 km tandis que d'est en ouest, elle couvre 5 000 km. Entre l'extrémité orientale et occidentale, il existe un décalage de quatre heures. Ses frontières continentales, qui s'étendent sur 15 000 km, la séparent de la Corée, de l'Union Soviétique, de la Mongolie extérieure, de l'Afghanistan, de l'Inde, du Népal, de la Birmanie, du Laos et du Vietnam. Ses régions côtières font face au Japon, aux Philippines, à l'Indonésie et atteignent 11 000 km le long de la mer de Bohai, la mer Jaune, la mer de Chine orientale et, finalement, la mer de Chine méridionale.

Le relief de la Chine présente les cinq formes habituelles, c'est-à-dire: plaine, colline, bassin, plateau et montagne.

Les plaines représentent 1/10 du territoire seulement mais sont quatre fois plus étendues que la Grande-Bretagne ou équivalent à trois fois la surface de l'Italie. On y retrouve trois plaines principales: la plaine de la Chine du Nord, la plaine de la Chine du Nord-Est, et la plaine des bassins moyens et inférieurs du Changjiang (fleuve Yangtsé). Depuis des millénaires, les Chinois ont fait de ces endroits l'une des plus vastes régions agricoles du monde. Les collines occupent une surface comparable mais se retrouvent pour la plupart dans l'est du pays. Il y a quatre bassins principaux: le bassin du Sichuan, le bassin du plateau Qinghai-Xizang, le bassin du Tarim dans le sud du Xinjiang et le Dzougarie au nord de ce même territoire. Il y a également quatre plateaux. Celui du Loess qui, comme son nom l'indique, est recouvert de loess, sorte de limon jaune dont l'épaisseur s'accroît vers le sud. Ce plateau couvre le Sha'anxi, le Shanxi, le sud-est du Gansu et le nord-ouest du Hebei. Le plateau du Nei

Menggu (Mongolie Intérieure) présente une riche région agricole sur son versant septentrional tandis que le reste du plateau offre des steppes, qui servent de pâturages, et des déserts. Sur le plateau du Yunnan-Guizhou, on trouve des champs irrigués ainsi que des champs en terrasse. A l'ouest, le plateau du Qinghai-Xizang est le plus grand du monde et offre un paysage diversifié: sommets couverts de neige, vallées basses et nombreux lacs d'eau salée. Les chaînes principales s'orientent d'ouest en est. Elles sont au nombre de douze: Altai, Tianshan, Altyn-Tagh, Kunlun, Daxueshan, Nanshan, Qinling, Daloushan, Dabashan, Dabieshan, Taihangshan et Khingan. Seules les Daloushan et Khingan s'orientent du nord-est au sud-ouest et les Daxuéschan du nord au sud (carte 1.1).



Carte 1.1 Les principaux éléments du relief

Ce croquis montre, à grand traits, les principales zones élevées (en grisé), les principales chaînes de montagnes et les basses terres méridionales et orientales (en blanc).

Plateaux et bassins: A. Dzoungarie.—B. Tarim.—C. Tsaidam.—D. Tibet.—E. Mongolie.—F. Guizhou.

Basses terres: 1. Mandchourie.—2. Grande Plaine du Nord.—3. Plaines du moyen et du bas Yangzi.—4. Sichuan.—5. Basses terres du littoral méridional.

Tiré de Buchanan 1973:70

La Chine possède des lacs d'eau douce qui servent à l'irrigation, au transport et à la culture de produits marins, tandis que les lacs d'eau salée, bien que possédant moins d'eau que les premiers, constituent néanmoins une réserve importante de minéraux. Les principaux fleuves sont le Changjiang (Yang sé), le Huanghe (fleuve jaune) et le Heilongjiang.

La Chine possède plusieurs déserts mais nous ne mentionnerons que les plus connus: le Taklamakan au Xinjiang, le désert de Gobi au Nord couvrant le Gansu, la Nei Menggu et une partie du Qinghai.

L'extension de la Chine en latitude et en longitude, la grande diversité de sa topographie et l'extrême amplitude altitudinale déterminent une grande variété climatique. Tout d'abord le domaine froid des hauts plateaux du Zidang-Qinghai, les déserts du nord-ouest aux étés chauds et aux hivers rigoureux et le secteur de la mousson orientale qui est subdivisé en 2 domaines: le climat tempéré du nord-est et le climat subtropical et tropical de la Chine centrale et méridionale.

2. Géographie humaine

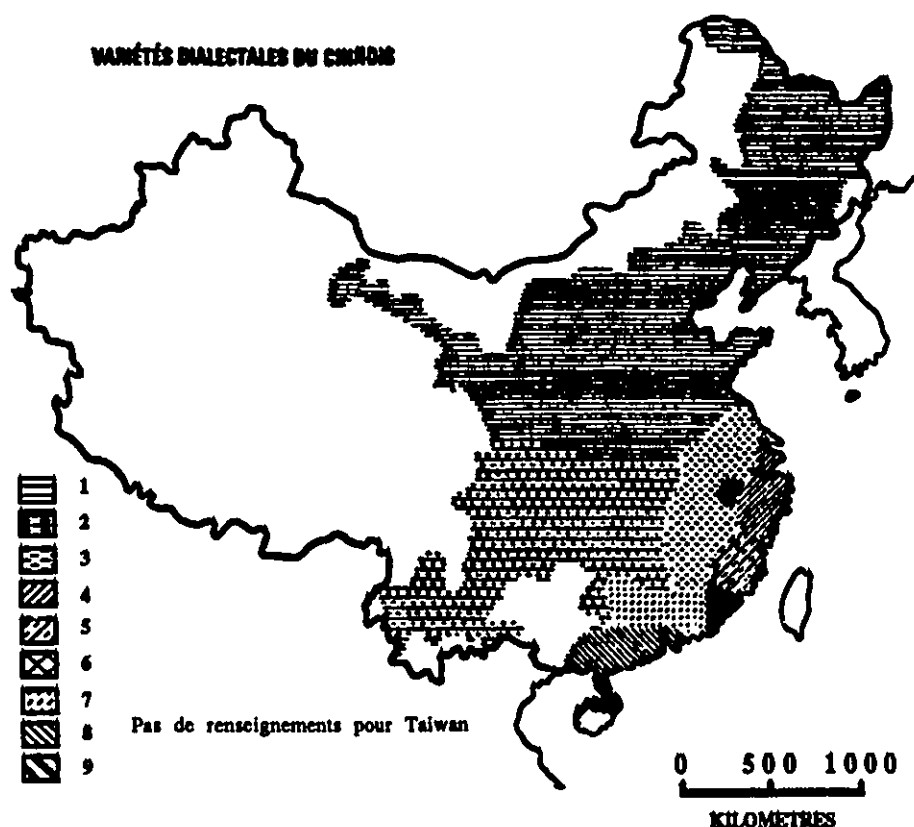
Tout comme son paysage, la population chinoise est hétérogène. La majorité (94%) fait partie du groupe han qui tire son nom de la dynastie qui régna de 206 a.v J.C à 220 a.p J.C.. Avant de s'appeler ainsi, le peuple qui vivait dans la plaine du Nord était connu dans les annales comme le peuple Huaxia (Golfin 1982:81). Le reste de la population est constitué de minorités nationales. Bien qu'elles ne représentent que 6%, ces minorités comptent en valeur absolue tout de même 67 233 254 individus, selon le recensement de 1982 (Poulin 1984:16). Du point de vue politique, ils ont donc une certaine importance car comme Mao Zedong le disait lui-même:

"La Chine a un immense territoire, d'abondantes ressources et une nombreuse population. De ces trois richesses, les Han en possèdent une: ils sont nombreux et les minorités en possèdent deux: de vastes espaces et de riches ressources." (Mao Zedong 1977:318).

Le groupe han lui-même est loin d'être homogène eu égard à sa langue parlée. On distingue généralement neuf grandes familles dialectales :

1. Le mandarin du Nord
2. Le mandarin du Sud-Ouest
3. Le mandarin du Sud
4. Les dialectes du Wu
5. Les dialectes du Nord-Fujian
6. Les dialectes du Sud-Fujian
7. Les dialectes Hakka
8. Le cantonais
9. Les dialectes de l'Anhui.

La carte 1.2 présente la répartition de ces familles de mandarin sur le territoire chinois (Buchanan 1973:45).



Carte 1.2 Variétés dialectales du chinois

Un contraste vigoureux apparaît entre l'uniformité du Nord (le parler "mandarin" y est général) et la complexité du Sud.

1. "Mandarin" du Nord.—2. "Mandarin" du Sud-Ouest.—3. "Mandarin" du Sud.—4. Dialectes de Wu.—5. Dialectes du Nord-Fujian.—6. Dialectes du Sud.—7. Hakka.—8. Cantonais.—9. Dialectes de l'Anhui.

Tiré de Buchanan 1973:46

Parmi les minorités nationales, on peut distinguer trois grandes familles: altaïque, sino-tibétaine, austro-asiatique auxquelles viennent s'ajouter deux petites familles, à savoir indo-européenne et malayo-polynésienne (tableau 1.1).

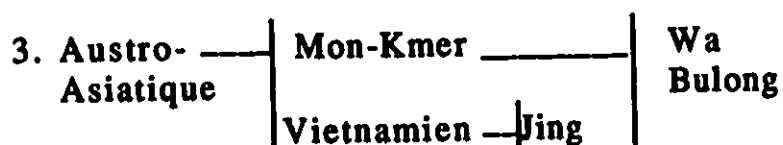
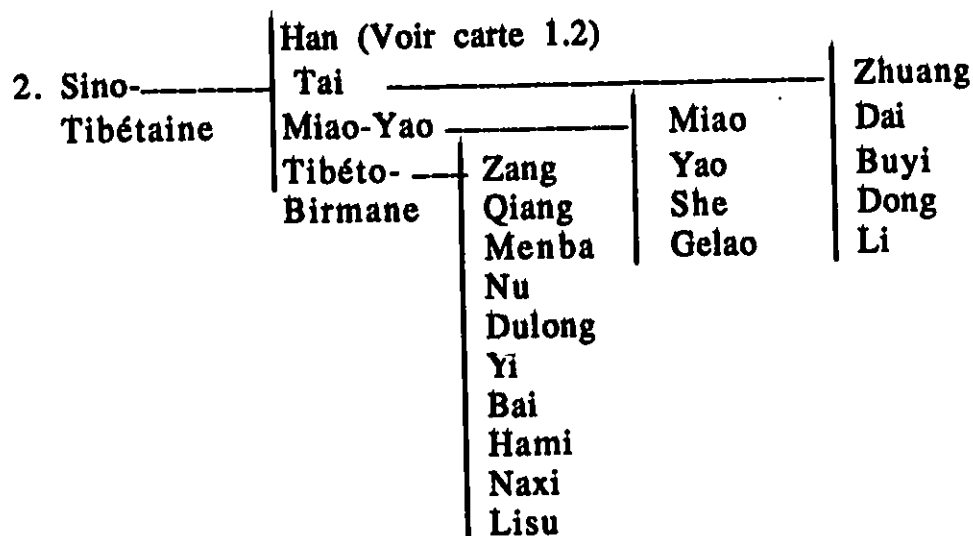
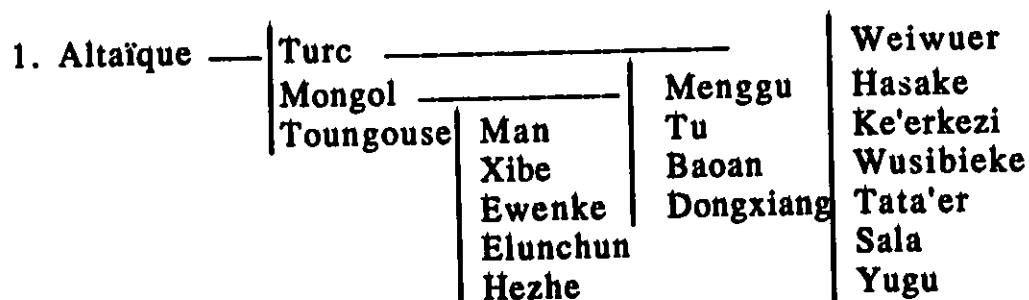
Tableau 1.1
Familles linguistiques de la Chine Populaire

Trois grandes familles:

1. Altaïque
2. Sino-tibétaine
3. Austro-asiatique

Deux petites familles:

4. Indo-européenne
5. Malayo-polynésienne



4. Indo- Européenne	—	Tajike
		Russe

5. Malayo-Polynésien

Dans les descriptions suivantes, les religions et les activités des divers groupes nous ramènent en 1949 tandis que leur population est celle de 1978 (voir tableau 1.2 pour compte-rendu des descriptions ci-dessous).

Au sein de la famille altaïque, se trouve le groupe turc, mongol et toungouse. Les Turcs représentent sept peuples en Chine Populaire dont les deux plus importants (Weiwuer et Hasake) feront l'objet d'une description plus détaillée au chapitre suivant. Les Ke'erkezi, musulmans sunnites pour la plupart, étaient des pasteurs nomades transhumants sur les pâturages des Pamirs entre Kashi (Kashgar) et Aksu. Au nombre de 97 000 en 1978, ils forment dans cette région la préfecture autonome de Kizilsu. En U.R.S.S, ils sont au nombre de 1 452 000 et 88,5% d'entre eux vivent dans la République qui porte leur nom (Golfin 1982:261). Les Wusibieke (Uzbek), citadins du nord du Xinjiang, pratiquaient le commerce et l'artisanat. De religion musulmane, ils sont au nombre de 7 000 seulement en Chine Populaire (Poulin 1984:39). Vivant parmi les Weiwuer, les Wusibieke ne formaient aucune unité administrative autonome en 1982 (Golfin 1982:265). Ils sont pourtant reconnus comme une minorité nationale par le gouvernement communiste. En U.R.S.S., ils sont au-dessus de neuf millions et 84% résident en Ouzbekistan (Golfin 1982 :265). Les Tartares, comme les Wusibieke, sont peu nombreux en Chine Populaire, soit 2 900 seulement alors qu'en U.R.S.S ils sont environ six millions (Golfin 1982:274). Musulmans, ils pratiquaient le commerce et l'artisanat en 1949. Les Sala vivent soit au Gansu, soit au Qinghai. Ils sont également musulmans et se livrent à

l'agriculture, à l'élevage et au commerce. Ils sont au nombre de 50 000 (Poulin 1984:39). Les Yugu, pour leur part, sont des Weiwuer qui, sous la poussée des Ke'erkezi au IX^e siècle, se sont installés au Gansu, contrairement à la majorité qui se sont déplacés alors vers le Xinjiang. Ils n'ont donc pas subi l'influence de l'Islam et sont plutôt lamaïstes. Pasteurs nomades, ils forment une population de 8 000 habitants. Toujours dans la famille altaïque, le groupe menggu comprend évidemment le peuple mongol, bien connu pour son nomadisme dans les steppes. Les Mongols ont emprunté leur écriture aux Weiwuer et leur religion, à l'origine chamaniste (culte de la nature, croyance aux esprits), a subi l'influence tibétaine si bien qu'aujourd'hui ce peuple est lamaïste. Leur langue peut se diviser en deux groupes. Tout d'abord, le mongol occidental parlé par les Mongols d'Afghanistan, les Oirat du Xinjiang et de la partie occidentale de la Nei Menggu, les Kalmuk de la Volga et les Sart de Kirghizie. Le mongol oriental est parlé par les Khalka de la République Populaire de Mongolie et la majorité des tribus du Nei Menggu (Ordos, Urat, Tumed, Qahar, Harquin). La scission de la Mongolie en deux remonte à la chute de la dynastie mongole dite Yuan en 1368. Progressivement, les tribus de l'est et du sud passeront sous la domination des Mandchous au début du XVII^e siècle tandis que celles de l'ouest et du nord, indépendantes au début, entreront en contact avec les Russes. Plus tard, sera créée la Mongolie Extérieure, en 1922, sous obédience soviétique, et, après 1949, la Nei Menggu fera partie intégrante de la République Populaire de Chine. Les Mongols sont 2,6 millions en Chine. Les Tu, agriculteurs lamaïstes, spécialistes des herbes médicinales et du fameux ginseng, parlent une variété du mongol archaïque: le mongor. On les retrouve au Qinghai pour la plupart mais quelques-uns habitent au Gansu. Ils sont au nombre de 120 000. Les Baoan parlent également le mongor. Musulmans, ils habitent au Qinghai en bordure du Gansu et se livrent à l'agriculture. Ils sont peu nombreux, soit 6 800 (Golfen 1982:291). Les Dongxiang, au nombre de 190 000 habitent le Gansu. Ils sont les descendants de soldats mongols exogames. Agriculteurs sédentaires de religion musulmane, ils forment une communauté dans le district autonome portant leur nom et relevant d'une préfecture hui (Han musulmans) (Golfen 1982:287).

Parmi le groupe toungeuse, se trouvent les Man (Mandchou), avec une population de 2 600 000 personnes. Agriculteurs et exerçant des fonctions urbaines (artisanat et commerce), ils sont presque tous assimilés aux Han. Leur religion — si cela en est une — est la même que celle des Han: taoïsme, confucianisme. Très peu parlent leur langue d'origine, le mandchou. On les retrouve sur plusieurs territoires: Liaoning, Heilongjiang, Jilin, qui formaient l'ancien territoire nommé Manchourie, puis au Hebei, en Nei Menggu et à Beijing. Il est généralement admis que les Xibo sont des Man mais parce qu'ils ont été séparés du groupe original en se déplaçant au Xinjiang sous la dynastie Qing (1644-1911) ils ont changé de nom. Agriculteurs sédentaires, chamanistes, ils sont concentrés dans le nord-ouest du Xinjiang et comptent 40 000 âmes. Les Ewenke vivant en Nei Menggu ou au Heilongjiang se livrent à la pêche et la chasse. Au nombre de 10 000, ils sont chamanistes, panthéistes et comptent même parmi eux une minorité chrétienne. Les Elunchum présentent les mêmes caractéristiques mais ils sont beaucoup moins nombreux — seulement 2 700 — et pratiquent la cueillette plutôt que la pêche. Enfin, les Hezhe forment le plus petit groupe parmi les toungeuses, ne comptant que 800 personnes. Chamanistes, ils pratiquent la chasse et la pêche au Heilongjiang.

La deuxième famille, celle des langues sino-tibétaines, compte quatre groupes: Tibéto-birmane, Tai, Miao-Yao et Han. Nous avons déjà mentionné les dialectes du groupe chinois. Parmi le groupe tibéto-birman, on retrouve évidemment les Zang (Tibétains) dont le nombre s'élève à 3 400 000 personnes en 1978. Cependant une minorité de membres de ce groupe habite le Xizang (Tibet) (Golfin 1982:316). En effet, 1 800 000 Zang se trouvent au Gansu, au Qinghai, au Sichuan et au Yunnan. Bien qu'il y ait eu des Tibétains à l'extérieur du Tibet bien avant 1949, il ne faut pas oublier que les communistes, en déplaçant les frontières de certaines provinces (dont le Qinghai, le Gansu, le Yunnan) ont accentué ce phénomène à savoir qu'il y a plus de Tibétains hors du Tibet qu'au Tibet même. De religion lamaïste, ils pratiquaient l'agriculture et l'élevage. Les Qiang vivent dans l'ouest du Sichuan. Lamaïstes et animistes, ils livrent à l'agriculture, à l'artisanat et à l'élevage. Ils sont au nombre de 80 000 personnes. Les Menba, au nombre de 40 000, vivent dans le sud du

Tibet, le long de la frontière revendiqué par l'Inde. De religion lamaïste, ils pratiquent l'agriculture sédentaire et itinérante. Les Nu au nord-ouest du Yunnan sont seulement au nombre de 10 000. Bien qu'ils soient surtout lamaïstes, ils englobent une minorité chrétienne. Leurs activités principales comprennent l'agriculture itinérante et la chasse. Dans cette même région, se trouvent 4 000 Dulong qui vivent de la même manière bien qu'ils soient panthéistes. Les Yi (Lolo) étaient bien connus comme coupeurs de têtes, c'est pourquoi les Han les redoutaient tant. On en trouve à plusieurs endroits: Guizhou, Guanxi, Hubei, Yunnan, et Sichuan, où un district porte leur nom. Au nombre de 4 800 000, ils sont animistes et agriculteurs. Certains d'entre eux ont rejoint la Longue Marche alors que Mao et ses compagnons passaient dans cette région du sud-ouest. Le groupe tai comprend les Zhuang, Dai, Buyi, Dong et Li, pour n'en nommer que quelques-uns. Les Zhuang comptent une importante population, à savoir 12 millions de personnes. Une région autonome porte leur nom: la Région Autonome Zhuang du Guangxi. Ils habitent la partie occidentale de ce territoire alors que le côté oriental est habité par d'autres groupes. Panthéistes, ils pratiquent l'agriculture et forment le peuple le plus assimilé aux Han. Les Dai habitent au Yunnan, dans le district de Dai-Jingpo. Leur bouddhisme diffère de celui des Zang et se nomme "Hinayana". Ils pratiquent l'agriculture et comptent 760 000 personnes. Les Buyi, plus nombreux - 1 700 00 âmes - habitent au Guizhou où ils partagent un district avec une autre minorité, les Miao. Panthéistes, ils se livrent à l'agriculture. Les Dong, au nombre de 1 100 000 habitent le Guanxi, le Guizhou et le Hunan. Egalement panthéistes, ils sont agriculteurs et s'adonnent à des activités forestières. Les Li, pour leur part, pratiquent une agriculture itinérante, la riziculture et la chasse. Habitant le Guangdong, ils sont polythéistes ou taoïstes. Leur population est de 680 000. Le groupe Miao-Yao comprend évidemment les Miao et les Yao mais aussi les She et les Gelao. Le peuple Miao est peut être le plus important de la Chine du sud-ouest avec les Zhuang. Au nombre de 3 900 000, ils s'étendent des régions montagneuses du Hunan occidental à celles du Guizhou, du Guangxi, du Sichuan méridional et du Yunnan oriental. Dans la péninsule indochinoise, ils sont connus sous le nom de Miao ou Hmong. Peuple montagnard surtout, ils s'adonnent à la chasse. Ceux

qui vivent dans les plaines pratiquent la riziculture. Certains sont agriculteurs, d'autres sont artisans. Pour la plupart panthéistes, ils englobent une minorité chrétienne. Les Yao se trouvent en majorité au Guangxi parmi les Zhuang. On en rencontre aussi au Yunnan, au Guizhou, au Guangdong et au Hunan. En tout, ils étaient 1 200 000 en 1978 et vivent dans des régions peu accessibles. C'est justement leur isolement géographique qui leur a permis de résister assez bien aux Han, tout au long de l'histoire (Golfin 1982:379). Panthéistes ou chamanistes, ils se livrent à diverses activités en fonction de leur lieu d'habitation. Aujourd'hui pour la plupart agriculteurs, certains mènent encore une vie semi-nomade (Golfin 1982:382). Les She habitent au Fujian, au Zhejiang, au Jiangxi, au Guangdong. Au nombre de 330 000, ils sont agriculteurs sédentaires et leur religion est soit panthéiste soit totémiste. Les Gelao ne sont que 20 000 répartis au Guizhou ou au Guangxi. Ils pratiquent l'agriculture itinérante et sont panthéistes.

La dernière grande famille — austro-asiatique — comprend deux groupes: les Môn-Khmer et les Vietnamiens. Les premiers habitent au Yunnan. Parmi les Mon-Kmer se trouvent les Wa (Va ou Kewu) au nombre de 260 000, qui sont bouddhistes, animistes ou chrétiens. Ce sont des agriculteurs sédentaires ou itinérants. Les Bulong (50 000) sont bouddhistes Theravada et pratiquent l'agriculture itinérante. L'autre groupe - les Vietnamiens - comprend seulement les Jing au nombre peu élevé de 4 200. Ils se livrent à la pêche et pratiquent le taoïsme. Cependant, il y a parmi eux une minorité chrétienne.

Voilà pour ce qui est des trois familles principales, à savoir sino-tibétaine, altaïque, et austro-asiatique. Il nous reste à voir les deux petites familles: indo-européenne et malayo-polynésienne.

Les premiers habitent le Xinjiang. Les Tajike, au nombre de 20 000, sont musulmans et pasteurs nomades. D'après Golfin (1982:272), ils ne forment aucune unité administrative autonome mais le China Pictoral (No 3, 1985:15) affirme que les 2/3 de la population Tajike habitent le district autonome tajike du Taxkorgan. Les Russes, qui sont au nombre de 600, vivent surtout dans les villes et sont commerçants.

Les Malayo-polynésiens sont peu représentés. Quelques-uns habitent le Fujian mais on les trouve pour la plupart à Taiwan qui ne

fait pas partie de la République Populaire de Chine et ce, malgré les souhaits du gouvernement communiste. (tableau 1.2)

Tableau 1.2
Quelques caractéristiques des Minorités nationales en République Populaire de Chine

Nom	Population (1978)	Religion	Type de subsistance (1949)
Waiwuer	5 400 000	musulmane	agriculture sédentaire
Hasake	800 000	musulmane	pastoralisme nomade
Ke'erkezi	97 000	musulmane	pastoralisme nomade
Wusibieke	7 000	musulmane	commerce et artisanat
Tata'er	2 900	musulmane	commerce et artisanat
Sala	50 000	musulmane	agriculture sédentaire, élevage, commerce
Yugu	8 000	lamaïsme	pastoralisme nomade
Menggu	2 600 000	lamaïsme	pastoralisme nomade

Nom	Population (1978)	Religion	Type de subsistance (1949)
Tu	120 000	lamaïsme	agriculture sédentaire
Baoan	6 800	musulmane	agriculture sédentaire
Dongxiang	190 000	musulmane	agriculture sédentaire
Man	2 600 000	taoïsme confucianisme	agriculture sédentaire artisanat et commerce
Xibe	40 000	chamanisme	agriculture sédentaire
Ewenke	10 000	chamanisme panthéisme minorité chrétienne	chasse, pêche
Elunchun	2 700	chamanisme panthéisme minorité chrétienne	chasse et cueillette
Hezhe	800	chamanisme	chasse et pêche
Zang	3 400 000	lamaïsme	agriculture sédentaire élevage
Qiang	80 000	lamaïsme animisme	agriculture sédentaire artisanat et élevage
Menba	40 000	lamaïsme	agriculture sédentaire et itinérante
Nu	10 000	lamaïsme minorité chrétienne	agriculture itinérante chasse

Nom	Population (1978)	Religion	Type de subsistance (1949)
Dulong	4 000	panthéisme	agriculture itinérante chasse
Yi	4 800 000	animisme	agriculture itinérante
Bai	1 000 000	animisme	riziculture irriguée agriculture pêche
Hami	960 000	animisme	agriculture en terrasse et itinérante élevage, pêche
Naxi	230 000	lamaïsme chamanisme animisme	agriculture sédentaire élevage, chasse
Lisu	470 000	panthéisme christianisme	agriculture sédentaire et itinérante chasse
Zhuang	12 000 000	panthéisme	agriculture sédentaire
Dai	760 000	bouddhisme hinayana	agriculture sédentaire
Buyi	1 700 000	panthéisme	agriculture sédentaire
Dong	1 100 000	panthéisme	agriculture sédentaire activités forestières
Li	680 000	polythéisme taoïsme	agriculture itinérante riziculture et chasse
Miao	3 900 000	panthéisme minorité chrétienne	agriculture sédentaire et itinérante artisanat

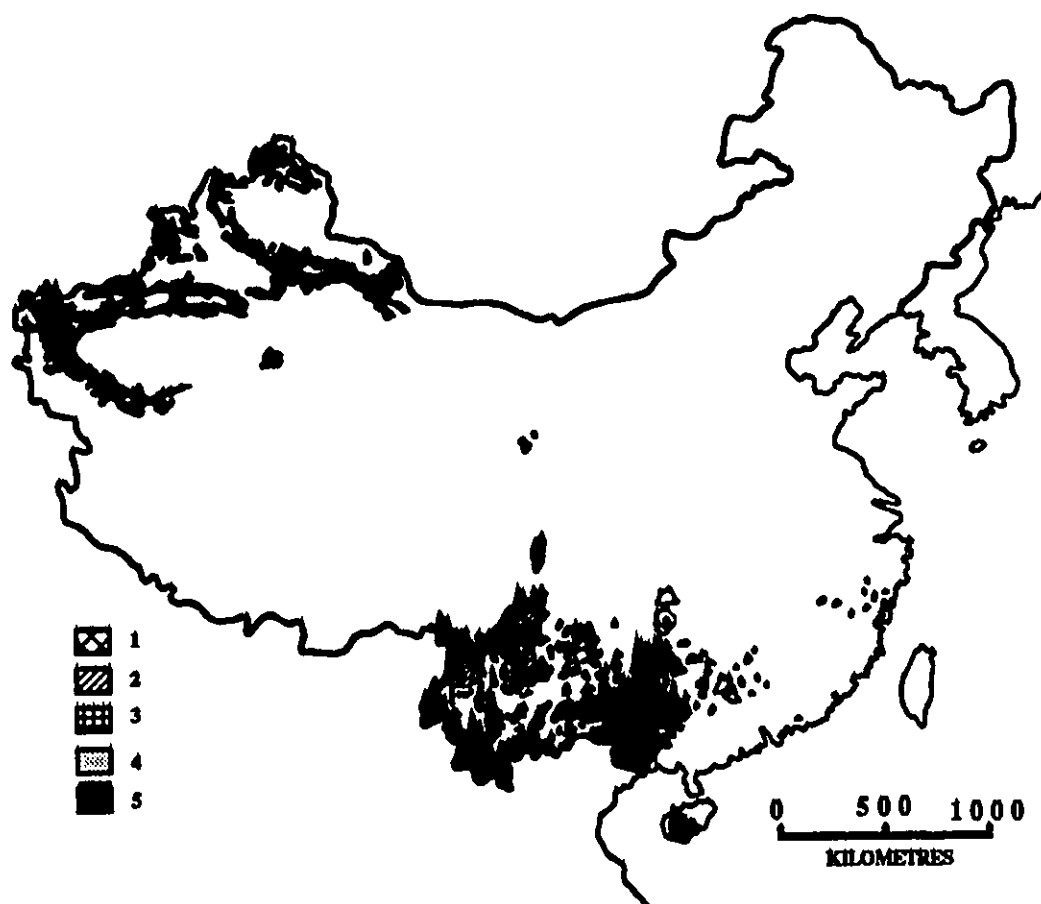
Nom	Population (1978)	Religion	Type de subsistance (1949)
Yao	1 200 000	panthéisme chamanisme	agriculture sédentaire et itinérante
She	330 000	panthéisme totémisme	agriculture sédentaire
Gelao	20 000	panthéisme	agriculture itinérante
Wa	260 000	bouddhisme animisme christianisme	agriculture sédentaire et itinérante
Bulong	50 000	bouddhisme theravada	agriculture itinérante
Jing	4 200	taoisme minorité catholique	pêche

(Leblanc, Helly & al, 1981:5-12)

Les cartes 1.3, 1.4 et 1.5 nous montrent la localisation des principales familles linguistiques sur le territoire de la Chine.

Voilà donc un survol de la mosaïque chinoise, présentant la grande diversité des modes de vies, religions et langues de la population soumise à l'Empire du Milieu, il y a de cela plusieurs siècles pour la plupart d'entre eux. Cette description permettra au lecteur de garder en tête l'énormité de la tâche du PCC, qui tente encore de garder intactes les frontières héritées des anciens pouvoirs dynastiques et nationalistes.

Voyons maintenant le territoire qui fera l'objet de notre étude: la Région Autonome Weiwuer du Xinjiang (R.A.W.X.), où vivent les peuples turcs sus-mentionnés ainsi que deux groupes indo-européens.

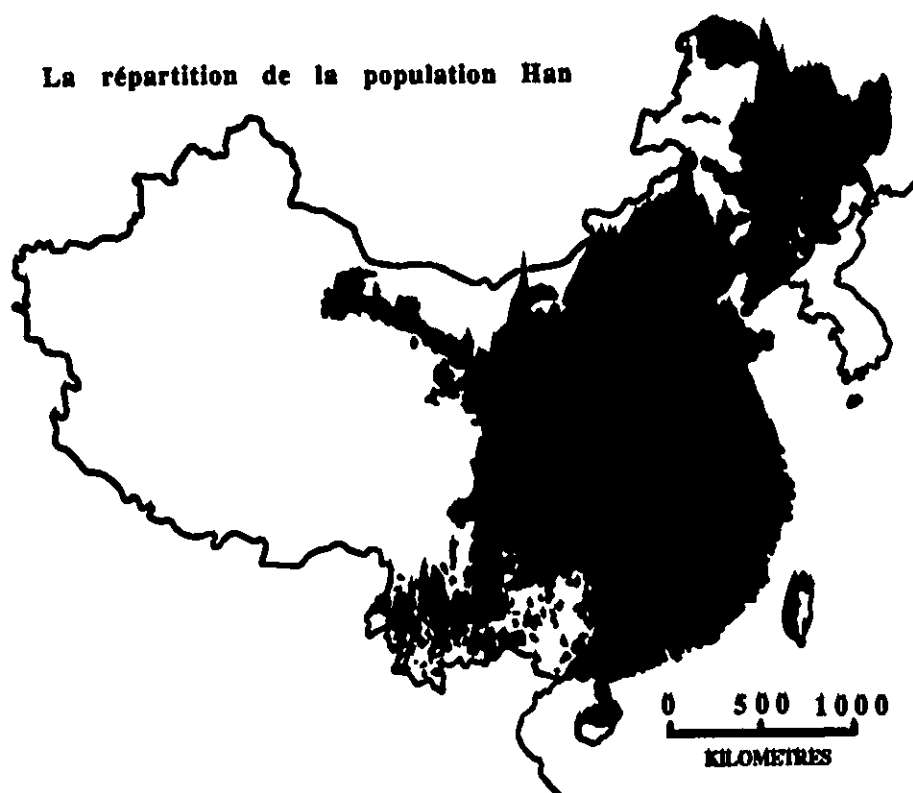


Carte 1.3 Localisation de quelques groupes minoritaires

Seuls sont localisés les principaux foyers de peuplement des groupes minoritaires représentés. On remarquera le peuplement en "guirlandes" de la famille altaïque (c'est-à-dire les Weiwuer et les Hasake) sur les piedmonts irrigués de l'Ouest et la mosaïque complexe des populations des hautes terres du Yunnan et de la province voisine du Guangxi. On notera également pour ces dernières l'existence de "foyers résiduels" loin au nord de leur concentration actuelle et qui témoignent de leur extension primitive.

1. Famille altaïque.—2. Groupe tibéto-birman.—3. Groupe zhuang.—4. Groupe miao-yao.—5. Famille môn-khmère.

Tiré de Buchanan 1973:50



Carte 1.4 Répartition de la population Han

La population chinoise, ou han est concentrée sur les basses terres de l'Est, qui représentent les 2/5 du territoire chinois. Au nord-ouest, les paysans chinois sont implantés depuis fort longtemps le long du "Corridor" de Gansu tandis qu'au sud-ouest, Han et "minorités nationales" forment une mosaïque complexe de peuplement.

Tiré de Buchanan 1973:45

Chapitre 2

Le Xinjiang: géographie physique et humaine

1. Géographie physique

Le Xinjiang occupe une superficie de 1 646 800 km², c'est-à-dire 1/6 du territoire de la République Populaire de Chine. Cela en fait la plus grande région de Chine, suivie du Xizang (Tibet). On le surnomme souvent le "Far-West" chinois. Situé à l'Ouest de Beijing, il est entouré du Paskistan, de l'Afghanistan et du Xizang au sud-ouest, de la Mongolie extérieur au nord-est, de trois Républiques soviétiques (Tadjikistan, Kirghizistan, Kazakstan) au nord-ouest. Sa position limitrophe en fait donc un point stratégique pour la diplomatie chinoise.

Le territoire comporte trois régions: le nord, le centre et le sud. Au nord, le bassin Dzungarie comprend deux villes importantes: Gulja (Yining), située tout près de la frontière soviétique, et à l'est, Wulumuqi, capitale administrative du Xinjiang d'aujourd'hui. Ses rivières principales sont l'Urumqi, le Manaas et les Irtysh supérieurs. A l'ouest, l'existence d'une embouchure nommée "vallée de la rivière Yili" explique la longue histoire d'échanges commerciaux avec la Russie puis l'Union Soviétique au détriment de la Chine. Au centre, se trouvent les montagnes Tianshan qui s'étendent sur près de 500 km, du nord au sud. Elles traversent le Xinjiang d'ouest en est et bloquent ainsi l'humidité venant du nord. Au sud, le bassin Tarim connaît donc un climat plus aride. Constitué en grande majorité du désert Taklamakan qu'entoure une ceinture d'oasis, Hami au nord-est, Hétian au sud-ouest, puis Xiache et Kashi à l'ouest pour ne nommer que les plus importants, le Tarim n'en n'occupe pas moins la moitié de la surface du Xinjiang et abrite 90% de sa population (McMillen 1979:4). Une ouverture à l'est, nommé le corridor du Gansu, donne accès à la capitale chinoise, Beijing.

En 1949, à la veille de la prise du pouvoir par les communistes, les 2/3 du pâturage du Xinjiang était pratiqué dans la région du nord (surtout le long de la ligne Tacheng-Yining-Altai) tandis que le sud

permettait une agriculture assez diversifiée (céréales, fruit, sériculture, etc.) mais peu productive eu raison du climat (pouvant passer de la sécheresse aux inondations, de la gelée aux tempêtes de grêle), des insectes et des maladies des plantes.

Le Xinjiang est riche en ressources naturelles mais celles-ci ne furent exploitées par la Chine qu'après 1949. D'après McMillen (1979:7), il y a quatre raisons à cela: l'insuffisance du réseau routier, l'influence et l'intervention de l'U.R.S.S dans cette région, la pénurie de matériel et la longue tradition de rébellions au Xinjiang ainsi que la guerre civile qui ravage le pays depuis la moitié du siècle. Pétrole, charbon, fer, tungstène, molybdène, cuivre, plomb, zinc, argent, or, et jade: on les retrouve tous au Xinjiang. De plus, la présence de substances radio-actives a précipité la construction d'une usine de traitement de l'uranium près du Lop Nor dans l'est. C'est là qu'en 1964, la RPC fera exploser sa première bombe atomique. Les montagnes Tianshan fournissent pour leur part eau, bois et fourrures. En Chine, la pénurie du bois, due au type d'agriculture pratiqué depuis des siècles, est une question vitale.

2. Géographie humaine

Comment vivaient les gens de cette région avant l'avènement du régime communiste?

Pour répondre à cette question, nous décrirons l'organisation sociale des deux principaux groupes principaux: les Weiwuer, agriculteurs sédentaires et les Hasake, pasteurs nomades. Dreyer (1976) et Li (1973) parlent de relative indépendance à l'égard de l'Etat central. Chang et Drivod (1981) font la même constatation en observant une organisation sociale intacte, en raison d'une suzeraineté nominale (Chang et Drivod 1981:66)

Les Weiwuer étaient oasiens et se trouvaient pour la plupart dans le sud du Xinjiang. Chang et Drivod comparent leur société à celle du Bas Moyen-Age européen (VIII^e-XIII^e siècles) puisqu'elle comprend des caractéristiques similaires, à savoir:

1. Rapport de production tissé autour de la terre.
2. Terre appartenant aux seigneurs (Hejia).
3. Seigneurs ayant des droits fixés par la coutume.
4. Serfs astreints à la corvée en contrepartie des droits d'exploitation de la terre.
5. Liens personnels se traduisant par l'attachement du serf à son maître, par l'intermédiaire des religieux (Iman).
6. Instruments aratoires de niveau technique comparable (Chang et Drivod 1981:62-3)

On note toutefois quelques différences. En effet, contrairement à la société féodale européenne, l'aristocratie weiwuer est d'origine religieuse et il n'y a pas d'organisation unifiée du clergé musulman. Pour ce qui est de l'économie, on distingue une production agricole et une production artisanale. La première a un rendement pauvre en raison de l'inefficacité des instruments aratoires (houe, charrue) et des techniques primitives (irrigation par inondation, absence d'engrais, de ratissage et de sélection des semences). Quant à la production artisanale, elle est assurée par les serfs durant la saison morte. Pendant la saison active, on relègue ce travail à des tisserands, des peaussiers, des coordonniers, des tailleurs et des charpentiers, si on en a les moyens.

La société weiwuer d'avant 1949 comprend cinq conditions sociales: les nobles, les grands serviteurs, les serfs, les domestiques et les paysans libres (Chang et Drivod 1981: 64-67). Les nobles ont le statut social le plus élevé, étant dirigeants suprêmes du domaine. On les nomment Hejia, terme turc que nous avons vu plus haut comme nouvelle lignée familiale, mais traduisant aussi une distinction de caste provenant du passé hindouiste des Weiwuer. Les Hejia sont donc entourés d'interdits. Par conséquent, les ordres et les négociations sont confiés aux serviteurs (régisseur, valet de pied, intendant) qui entrent directement en contact avec les serfs ou le gouvernement central chinois. L'intendant est nommé par le noble et son travail ressemble à celui du policier. Il veille sur les cultures, sur le travail des serfs, en plus de percevoir les impôts et la dîme en céréales. Son statut n'est pas héréditaire. Il peut donc s'agir d'un

ancien serf libéré. Le régisseur (comptable) gère l'entrepôt et les biens du Hejia. Le valet de pied est au service personnel du Hejia, garde du corps, informateur, il transmet les ordres du seigneur. Il est donc respecté de l'intendant et du régisseur qui s'efforcent de gagner sa faveur. Les serfs travaillent la terre qu'ils reçoivent du maître en plus d'un kantuman (houe à grand fer) et d'une ration de maïs. Il existe, chez les Weiwuer, trois catégories de serfs: à temps complet, à temps partiel et serfs de soutien. Les serfs à temps partiel reçoivent une demi-portion de terre, une demi-portion de maïs et deux serfs de cette catégorie partagent un kantuman. Ce groupe comprend ceux qui se considèrent ou que le seigneur considère comme incapables d'exécuter les travaux agricoles à temps complet. Les serfs de soutien, pour leur part, ne labourent pas. Ils se livrent plutôt à l'élevage, au dressage des aigles, au travail artisanal, à la chasse et à des travaux divers autour du domaine. Les serfs sont officiellement libres mais, en réalité, l'exercice de ce droit n'est pas rentable puisqu'aucun d'entre eux n'est assez aisé pour vivre à son compte. N'oublions pas que le fait de vivre dans des oasis restreint la liberté de mouvement. Par conséquent très peu utilise ce "privilège". Les domestiques possèdent le statut social le plus bas. En réalité des esclaves, parce que vendus à leurs maîtres et non propriétaires de leur force de travail, ils s'adonnent à divers travaux ménagers: garde des enfants, coupe du bois, transport de l'eau, etc. Enfin, les paysans libres, comme leur nom l'indique, jouissent de plus de liberté que les serfs. Echappant au système de corvées, ils doivent par contre 2 jours de travail par an aux nobles.

Il y avait plusieurs prérogatives féodales auxquelles les serfs devaient se soumettre: ne pas marcher dans les pas du seigneur, descendre de son cheval en passant devant son domaine, céder le passage aux nobles, porter des vêtements différents, etc. (Helly 1982:42-43)

Quelques groupes Weiwuer font exception à ce schéma général. Par exemple, les Dulani se livrant au pâturage et les Loplik, près du Lop Nor à l'est, se livrant à la pêche. Les Weiwuer sont connus pour le caractère très lâche des liens familiaux. En effet, le divorce est

facile à obtenir et les relations sexuelles prémaritales ne sont pas rares. (Lattimore 1957:127)

Pour ce qui est des Hasake, pasteurs nomades, on trouve chez eux à la veille de la libération trois confédérations (hordes), division datant du XVI^e siècle. Celle qui est le plus à l'est se trouve en Chine, les deux autres étant en U.R.S.S. Ces hordes regroupaient des tribus elles-mêmes composées de clans (uru), unité de base de la société Hasake, fondée sur un principe de descendance patrilinéaire, regroupant les hommes capables de retracer leur filiation avec un ancêtre commun (réel ou fictif) au delà de cinq à six générations. Le clan (uru) est composé de familles étendues (aul) et le mariage est interdit en son sein (Moseley 1966:18). A la veille de la libération, le Khan, chef de la horde, avait vu son pouvoir réduit à la suite d'une évolution de plusieurs siècles. L'autorité est donc beaucoup plus enchâssée dans la tribu ou le clan, dont les chefs décident des incursions à mener, de l'établissement des écoles coraniques, de la nomination des responsables religieux et des échanges commerciaux (Moseley 1966:21). Ces chefs voyaient leur position attribuée soit par hérédité, soit par une décision du conseil des aînés, approuvée par une assemblée populaire.

Pendant l'année, les Hasake effectuent des migrations. Au printemps, ils quittent leurs quartiers d'hiver au pied des montagnes pour se diriger dans les prairies alpines durant l'été. L'uru se divise alors en aul. La saison étant moins difficile, la nécessité d'être rassemblés n'est pas aussi pressant. Pour diminuer les risques de famine, on pratique l'agriculture comme complément à l'élevage. A l'automne, après la tonte des moutons, après le choix des animaux qui seront tués pour fournir de la viande fumée, ils retournent par étapes au pied des montagnes dans leurs cabanes d'hiver (Clark 1944:627). Si la propriété des pâtures est collective, celle du bétail, par contre, est privée, de même que celles des biens rattachés à la yourte, lieu d'habitat hasake, qui consiste en une tente de feutre appartenant aux femmes qui la reçoivent de leur père ou frère comme dot (Helly 1984:191).

Bien que de confession islamique, les Hasake ne pratiquent pas leur religion de façon stricte à cause de leur mode de vie. Ainsi, les

femmes sont ni voilées ni mises en quarantaine. Les prières et les fastes ne sont pas suivis régulièrement et la circoncision est négligée. Cependant, comme le reste du monde musulman, ils ne mangent pas de porc. Les Hasake ont gardé plusieurs superstitions. Ils croient aux esprits malins que tente de chasser un chaman. Ce dernier est en quelque sorte un devin ou un sorcier.

Les Hasake sont de bons cavaliers. Dès le plus jeune âge, les enfants (garçons et filles) commencent à monter sur le dos des moutons puis des vaches pour finalement monter sur un poulain puis un cheval. Le cheval blanc est spécialement honoré. Pour signer un traité, les Hasake avaient l'habitude de tremper leurs doigts dans le sang d'un cheval blanc et juraient par lui (Clark 1944:627-31).

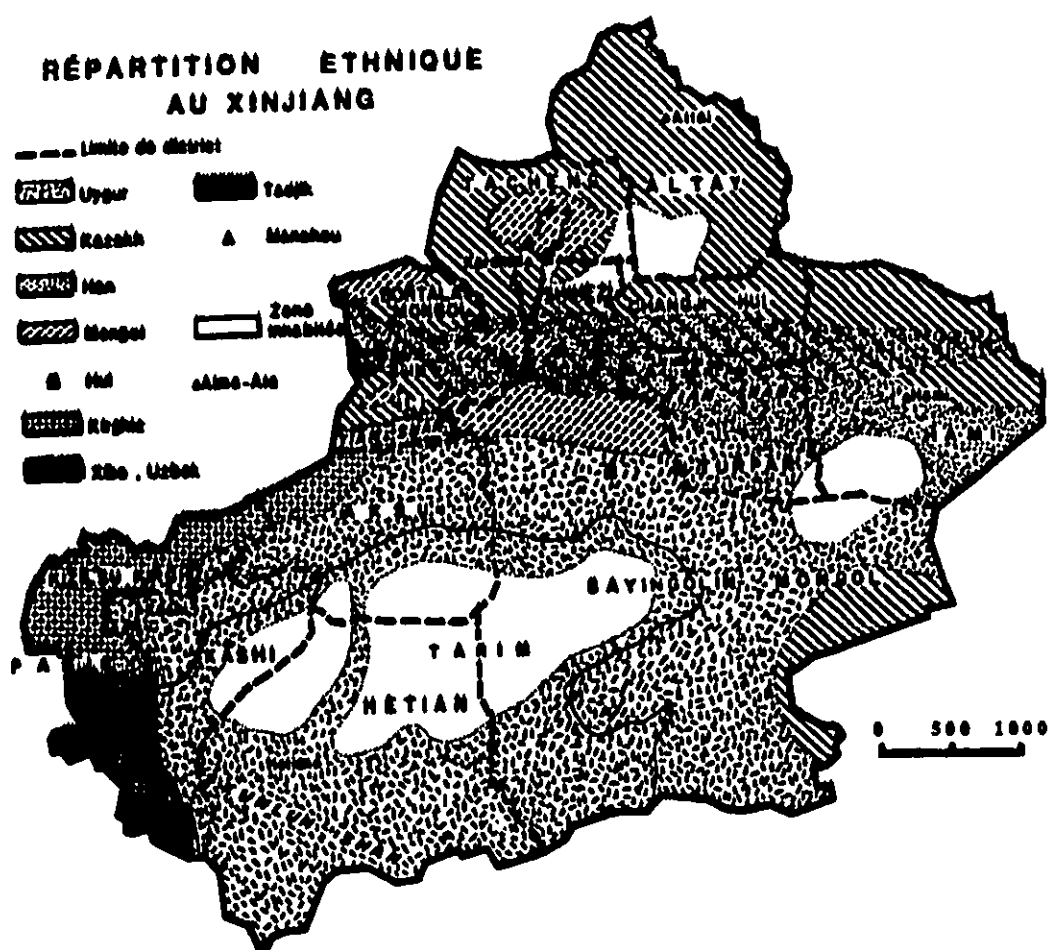
Il est fréquent que les mariages soient préalablement arrangés. A 13 ans, une fille est considérée prête pour le mariage alors que le garçon l'est à 15 ans. C'est le père du marié qui achète une femme à son fils. Le prix peut aller jusqu'à 40 chevaux. La cérémonie du mariage est simple: les mariés sont unis par un mullah. Suit une fête où danses, chansons et luttes (compétition) se côtoient. L'un des divertissements connus consiste en un concours de chant opposant deux femmes et deux hommes qui doivent improviser des phrases rimées tour à tour jusqu'à ce que l'un d'entre eux manque d'inspiration. (Clark 1944:637-38).

Habituellement, les Hasake mangent avec les doigts dans un plat commun. L'une de leur friandise préférée est le poulain. Ils boivent également du kumiss, un vin fait à partir de lait fermenté (Clark 1944:63). Les femmes Hasake ont plusieurs responsabilités: élever les enfants, filer la laine, tresser le feutre, cuisiner, traire les vaches, laver le linge, aller chercher l'eau, ramasser et faire sécher le fumier des chameaux, combustible de première importance pour ce peuple nomade (Clark 1944:635).

Rappelons brièvement que les autres groupes du Xinjiang sont les Ke'érkezi, également pasteurs nomades. A la différence des Hasake, ils possèdent plus de bétail à cornes et ont plus d'activités agricoles. Ils sont pourtant plus pauvres que leurs voisins. Ils sont pour la plupart illettrés et les Han les appellent "les grands blonds". Ce sont des Indo-européens "turquinisés". Les Tajikes, d'origine iranienne et

non turque, vivent dans le sud-ouest et entretiennent de bonnes relations avec les Ke'erkezi. Ils sont agriculteurs sédentaires. Les Wusibieke, établis dans l'ouest, habitent les villes où ils pratiquent le commerce. Ce sont des réfugiés anti-soviétiques comme les Tartares qui ont connu une longue émigration à partir de l'empire bulgare le long de la Volga à la suite du morcellement de la Horde d'or (1438). Les Tata'er formaient le groupe le plus instruit du Xinjiang à la veille de la Libération. Ils se livraient au commerce et à l'artisanat.

La carte 2.1 nous présente la répartition des groupes minoritaires au Xinjiang.



Carte 2.1 Répartition ethnique au Xinjiang

Tiré de Helly et al. 1981:14

En résumé la population du Xinjiang vivait d'une économie autarcique avant l'avènement communiste. De plus, elle était diversifiée et dépourvue d'une identité commune entre les divers groupes. La société Weiwuer, que l'on peut qualifier de féodale sous plusieurs aspects, n'en demeure pas moins distincte de la féodalité européenne. En effet, qu'on se rappelle l'origine du pouvoir des seigneurs féodaux (Hejia), avant tout religieuse, alors qu'en Europe, elle est d'origine guerrière. De plus, les liens unissant le serf à son seigneur ont un caractère de soumission et sont moins contractuels qu'en Europe, où un lien de réciprocité dépendance/protection s'était développé. Le paysan weiwuer ne possède pas ses instruments de travail contrairement au serf européen. On trouve des esclaves sur les domaines féodaux weiwuer.

La structure sociale des Hasake contraste beaucoup avec celle des weiwuer. Etant donné leur mode de vie plus primitif — pastoralisme nomade — la survie du groupe dépend beaucoup de l'animal. Nous avons également affaire à une société plus centralisée que les Weiwuer, en raison de la précarité de la vie nomade.

Voyons maintenant l'histoire politique de la région qu'on nomme aujourd'hui Xinjiang et ce, avant l'avènement communiste.

PAGINATION ERROR.

ERREUR DE PAGINATION.

TEXT COMPLETE.

LE TEXTE EST COMPLET.

NATIONAL LIBRARY OF CANADA.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU CANADA.

CANADIAN THESES SERVICE.

SERVICE DES THESES CANADIENNES.

Chapitre 3

Histoire politique de l'Asie centrale

Les premiers signes de présence de vies humaines dans la région connue aujourd'hui sous le nom de Xinjiang, remontent au Paléolithique et au Néolithique. Plus tard, à l'époque de l'empire romain, on distinguera trois formes de sociétés: au sud, des agriculteurs regroupés autour d'oasis, au nord, des tribus vivant dans la forêt puis au centre, des pasteurs nomades venus des forêts du nord pour domestiquer des animaux.

Les premières interventions de l'Etat central chinois eurent lieu vers 138 a.v. J.C, dans le but de repousser l'avance des Xiongnu (Huns) contre les entreprises desquelles fut élevée la Grande Muraille en 215 a.v. J.C (McMillen 1979:15, Lattimore 1957:7). Les motifs de ces interventions semblent d'abord avoir été d'ordre politique: défendre le pays contre l'expansion des "Barbares". Mais une fois qu'ils eurent été repoussés, la présence de l'Etat central chinois ne disparut jamais même si elle fluctua avec le temps. (voir les cartes 3.1, 3.2, 3.3, 3.4 qui rappellent les mouvements de population à cet époque). Elle se manifestera par le système de tribut selon lequel l'empereur chinois est le centre de l'Univers et les autres Etats doivent lui payer une taxe sous forme de produits de l'économie locale. La Cour chinoise décidait du nombre de convois annuel que devait envoyer un Etat, de la fréquence des visites, du nombre de personnes que compteraient ces convois et du point d'entrée au pays.

Si les Xiongnu (Huns) puis les nomades mongols avaient jadis inquiété l'Empereur chinois, plus tard, au cours de la dynastie Qing (1644-1911) l'Etat central aura à faire face à un nouveau phénomène, à savoir l'expansion russe en Sibérie et en Asie centrale. En effet, depuis la chute de l'empire mongol de Gengis Khan, la cour tsariste s'avance lentement vers l'est. Au XVI^e siècle, cette marche s'intensifie. L'armée russe s'empare de Kazan en 1552 puis de la ville d'Astrakhan en 1556 (Rossabi 1975:95). Au XVII^e siècle, le tsar Pierre le Grand poursuit cette avance pour soutenir ses efforts de

guerre contre la Suède et la Pologne, convoitant or et argent. Mais la colonisation était également nécessaire pour répondre aux besoins de bois, de richesses minérales et de fourrures (Rossabi 1975:96). La colonisation de la Sibérie et de l'Asie centrale fut l'oeuvre des Cosaques, rebelles ukrainiens que le régime tsariste utilisait à son propre compte. Rossabi (1975) compare cette colonisation à celle de l'Amérique du Nord où il y eut occupation du territoire, pillage et désorganisation de l'économie locale car la population perdit ses territoires de chasse. En ce sens, le système tributaire chinois révéla beaucoup moins dévastateur mais il fut beaucoup moins profitable à l'Etat chinois. Nous verrons plus tard comment celui-ci répondra à la présence russe à ses frontières. Ainsi la Sibérie fut conquise d'ouest en est en 50 ans seulement. Bien que remarquable, cette avance n'alla pas sans escarmouches. Finalement, des ententes furent conclues. Le traité de Nerchinsk en 1689 sera le premier de l'histoire de la Chine. Ainsi, les Russes devront abandonner la région de l'Amour près de la Mandchourie, détruire la ville d'Albazine en Sibérie, rendre tous les déserteurs et fugitifs chinois. Les Chinois, pour leur part, accordèrent la permission aux marchands russes munis des passeports appropriés d'entrer en Chine (Rossabi 1975:130). En 1728, le traité sino-russe de Kiatchkan délimitera les frontières au nord de la Mongolie et ce, en faveur des Chinois qui auront alors plus d'influence sur les Dzungars (peuple nomade mongol) et en Dzungarie (aujourd'hui nord du Xinjiang). Les Russes, pour leur part, verront leurs privilèges commerciaux avec les Chinois s'accroître grâce à ce traité.

D'après Rossabi, le simple fait d'avoir accepté de signer ces traités prouve que la vision chinoise du monde s'écroule peu à peu et que la Chine vient à considérer les "Barbares" sur un pied d'égalité car on ne signe pas une entente avec des vassaux. On se demande, par contre, ce qui poussa les Russes à signer ces deux traités qui les favorisaient beaucoup moins que les Chinois. Rossabi (1975:116) croit pouvoir déceler deux raisons à cela. Premièrement, l'Amérique du Nord entra en concurrence avec la Russie pour le marché européen des fourrures. De plus, la Russie avait besoin de la Chine pour vaincre les Dzungars, peuple nomade qui entravait la colonisation de la Sibérie.

Un autre Etat, la principauté du Kokand, donne du fil à retordre à la Chine. Reconnue pour ses commerçants, cette principauté veut nouer un commerce libre avec la région connue aujourd'hui sous le nom de Xinjiang. La Cour mandchoue appliquait alors des taxes au commerce des citoyens du Kokand, qui devaient aussi détenir un passeport spécial. Finalement, la Cour impériale chinoise durcit ses positions et la tension grandit entre les deux Etats. C'est ainsi que l'on explique l'aide que recevront les Hejia de l'Etat du Kokand, dans leurs luttes contre la Cour mandchoue. Cette lutte, qui dura un siècle, de 1757 à 1857, éclata lorsque le gouvernement chinois décida de faire de la Dzungarie au nord et de la Kasgharie au sud, un seul territoire incorporé à la Chine. Cette décision fut prise après la pacification des Dzungars. En effet, après plusieurs siècles, ce peuple nomade fut finalement vaincu et la Chine put davantage intervenir dans cette région. L'impérialisme russe rend le système de tribut chinois dérisoire. Ainsi, apparaît une présence militaire et administrative chinoise qui demeure toutefois assez faible. Cependant, de 1865 à 1877, la région est conquise par un musulman du Kokand, Yakub Beg, qui profite des révoltes musulmanes provoquées par une augmentation de taxes. La Chine connaît alors de graves troubles internes (guerre de l'Opium, révolte des Taiping) qui l'empêcheront de mettre la main sur ces régions périphériques. Les provinces voisines du Gansu, Sha'anxi et Yunnan, connaissent aussi une période agitée eu raison d'un mouvement conservateur chez les musulmans qui se révoltent contre l'avance russe, britannique et chinoise (Li 1973:37-43). Ils réclament alors la création de Khanates (royaumes musulmans indépendants).

Finalement après la révolte des Taiping, la Chine pourra unir ses efforts afin de reprendre la région nord-ouest (Gansu, Sha'anxi, Dzungarie et Kasgharie) grâce, entre autres au général qui vainquit les Taiping. Par contre, la carte politique de la région aura changé une fois que la Cour Mandchoue aura perdu sa mainmise. La Russie parvint finalement à subjuguier les royaumes musulmans de Khiva, de Boukhara, de Samarcande et du Kokand. La présence britannique aux Indes est mieux établie que jamais. De plus, les Russes ont envahi la vallée de l'Ili en Dzungarie. Cela fut possible grâce aux

concessions qu'avait faites la Cour chinoise, quelques années auparavant, en permettant aux Russes d'ouvrir des consulats dans les villes de l'Ili et Tarbogatai, pensant ainsi utiliser "les Barbares pour endiguer les Barbares", en avantageant les Russes par rapport aux Britanniques et aux Français. Le traité de St-Petersbourg en 1881 viendra trancher la querelle dont cette région est le centre. Les Russes devront alors abandonner la vallée Tekes et d'autres passages menant aux villes commerçantes de Khotan et Kashi. Ils seront aussi contraints de limiter le nombre de consulats dans cette région. Les Chinois devront abandonner les territoires à l'ouest de Ili et payer une indemnité à la Russie. Trois ans plus tard, sous les conseils du général qui avait reconquis la région, la Cour chinoise décida de faire de la Dzungarie et de la Khasgharie, une province chinoise. La région fut donc incorporée à la Chine, sous le nom de Xinjiang. D'après ce général, la région était trop importante pour la garder comme région militaire seulement. Alors verra-t-on apparaître une bureaucratie civile .

Le système de tribut disparaît pour faire place à une colonisation. Mais ce changement n'a que peu de retombées sur l'existence des habitants de cette région car la centralisation est encore minime. Entre la chute de la dynastie Qing et l'avènement communiste, c'est-à-dire durant les années de la République (1912-1949), le Xinjiang demeura officiellement au sein de la Chine malgré une autonomie enviable et ce, grâce à trois gouverneurs.

On pourrait croire que la Russie en aurait profité pour s'emparer du territoire en ce début du XX^e siècle car la Chine sera morcelée au cours de sa guerre civile (1912-1949). Mais la Russie devra également faire face à des crises politiques. La Révolution d'octobre (1917-1924) et la deuxième guerre mondiale (1939-1945) vont épuiser le pays.

Le premier gouverneur du Xinjiang doit probablement son succès à ses politiques économiques: réduction des corvées, des taxes et des taux d'intérêts exigés par les usuriers chinois et ce, malgré des politiques sociales répressives (Li 1973:14-18). Par exemple, sous son règne furent interdites toutes les publications étrangères. Les musulmans n'avaient pas droit à des services religieux en dehors des

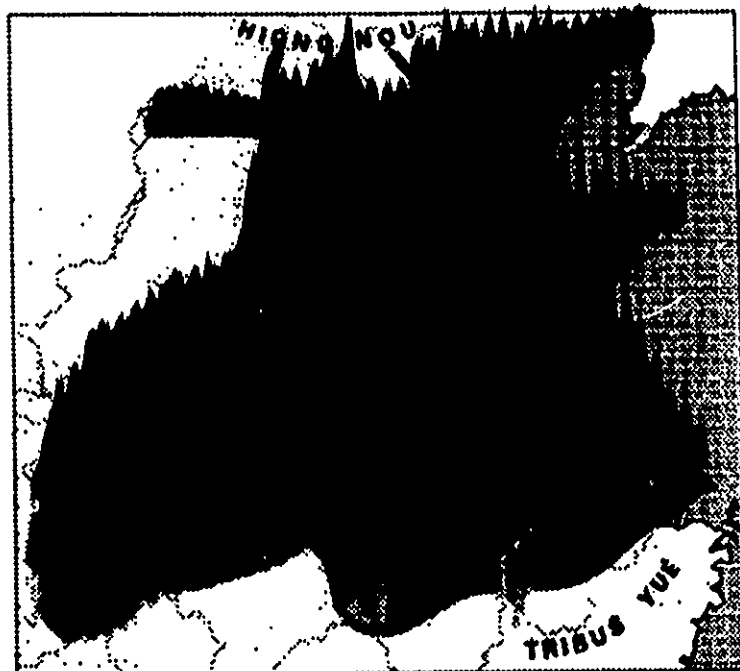
mosquées, les écoles unilingues turques furent interdites. Son règne dura 16 ans, sans révoltes. Son successeur, par contre, fera fi des politiques économiques antérieures (Li 1973:24-32). Il monopolisera les imports-exports au détriment des commerçants locaux et mettra sur pied un programme de colonisation, dans la région de Hami, réservé aux Chinois han venant du Gansu (province voisine) et victimes de catastrophes naturelles. Ainsi, des centaines d'acres seront enlevés aux Weiwuer, qui provoquera la révolte de Hami en 1931, où Weiwuer du sud-ouest proclameront une République du Turkestan oriental, ennemie des Chinois han et des Chinois musulmans (Hui). Pendant deux ans, de 1931 à 1933, une lutte pour le pouvoir a lieu entre un général chinois musulman (Hui) de la province du Gansu, Ma Zhong Ying, un général Mandchou, Sheng Shicai, et les révoltés d'Hami. Sheng Shicai l'emportera finalement grâce à l'Union Soviétique. Staline n'était pas véritablement opposé au mouvement musulman mais il décidera de favoriser Sheng Shicai, soit le gouvernement chinois, car ses services de renseignements détenaient des preuves de la collaboration entre Japonais et musulmans. Rappelons qu'à cette époque, l'impérialisme japonais envahissait la Mandchourie et réussira plus tard à en faire un Etat indépendant, le Manchoukouo. Déjà, une guerre en 1904-1905 avait opposé les deux pays pour la Mandchourie et les îles Sakhalines. Le règne de Sheng Shicai (1932-1944), au Xinjiang, fera donc de ce territoire un satellite russe, surtout dans les années qui précéderont la Deuxième Guerre mondiale. Techniciens et conseillers russes affluèrent, revivifiant agriculture et industries locales. Cependant, la Deuxième Guerre mondiale et l'invasion allemande de 1941 auront pour conséquence un abandon de l'intérêt envers le Xinjiang. Peu à peu, investissements et conseillers se retireront. Sheng Shicai laissé seul, vulnérable face à la population locale, sera transféré par Jiang Jieshi (Tchang Kaï-Tchek) à Zhengying en 1944. Devant la faiblesse du pouvoir central au Xinjiang, une autre République est proclamée, cette fois-ci dans le nord et selon certaines sources, elle aurait eu un appui soviétique. Ce qui fut d'ailleurs confirmé quelque vingt ans plus tard en 1967, lorsque Radio-Tashkent, en langue weiwuer, admit l'appui et la participation russe à cette affaire (Li 1973:16).

Mais rappelons que l'existence de foyers indépendants au Xinjiang est due beaucoup plus à la faiblesse du pouvoir central qu'à une forte organisation et sensibilisation des minorités nationales. Cette "République" fut donc dissoute après un an et demi d'existence grâce à un accord entre le gouvernement central et les dirigeants de la République, par l'entremise des consulats russes de Wulumuqi et de Gulja.

Voilà donc une vue d'ensemble de l'histoire politique du territoire aujourd'hui appelé Xinjiang. Dans un premier temps, nous avons vu l'arrivée des Han dans cette région afin de repousser l'avance des Xiongnu (Huns). Mais une fois ceux-là vaincus, l'État central chinois noua des liens économiques avec l'Asie Centrale. Liens économiques dont les caractéristiques apparaissent clairement lors de la dynastie Ming (1368-1644). Rappelons qu'il s'agissait pour l'État vassal de donner des biens, produits de l'économie locale, à l'empereur selon les exigences de ce dernier. La dynastie suivante — celle des Qing — devra modifier peu à peu ce système face à l'impérialisme russe et britannique. Sentant qu'elle doit s'ingérer davantage dans la vie politique et économique de la région si elle veut en garder les avantages économiques, elle incorpore la Dzoungarie et la Kasgharie à la Chine en 1756, transformant ces deux régions en une unité administrative puis, un siècle plus tard, en 1884, elle en fait une province dont le nom sera Xinjiang (en mandarin, "nouvelle frontière"). Cette centralisation favorise des révoltes (1865-1877, 1931, 1944). Un problème, par contre, qui demeure constant dans l'histoire du Xinjiang, est l'union des différents groupes ethniques en une seule force capable de faire face au pouvoir central. Gulja, en 1944, fut la seule révolte à laquelle plusieurs groupes participèrent. Ce phénomène pourrait s'expliquer par le fait qu'en réalité, le Xinjiang est une entité politique et non économique et sociale. Il n'y avait, semble-t-il, aucune communication particulière, aucune affinité, entre les habitants de la Dzoungarie et ceux de la Kasgharie.

Qu'advient-il de ce territoire lors de l'avènement communiste? Le PCC accélérera l'intégration, la centralisation et la modernisation économique de la région mais avant de se pencher sur

ce phénomène, étudions le cheminement du PCC face à la question nationale.



Époque des "Royaumes Combattants"



Chine sous la dynastie des Han

Tiré de l'Atlas historique, Paris, Ed. Stock, 1968, page 36



La Chine sous la dynastie des Tang 618 - 907



La Chine sous la dynastie des Song 960 - 1279

Tiré de l'Atlas historique, Paris, Ed. Stock, 1968, page 172

Chapitre 4

Le PCC et la question nationale avant la victoire de 1949

La montée au pouvoir du PCC en 1949 marque la fin de près d'un siècle de bouleversements sociaux, de révoltes et de guerres civiles en Chine.

Tout d'abord en 1840-1842, la guerre de l'Opium, déclenchée pour interdire l'importation de la drogue par les Anglais, se termine par une victoire anglaise. La présence étrangère se consolide alors en Chine: Russie, Angleterre, France, Allemagne, Japon, Etats-Unis, sous forme de concessions ferroviaires, minières ou maritimes avec droits d'administration et de police. Ce facteur, accompagné d'une poussée démographique, précipite la désarticulation de l'économie paysanne chinoise contre laquelle se révoltent les Taiping (1850-1864). Il s'agit de la première révolte nationaliste semi-moderne (Helly 1981:130, Harold 1967:29). En 1898, apparaît un mouvement réformiste d'inspiration occidentale puis, en 1900, vint la guerre des Boxers qui s'opposaient entre autres aux étrangers (massacre des chrétiens, assassinat de l'ambassadeur d'Allemagne) (Guillermaz 1968:12). Lorsqu'en 1911 la monarchie tombe, Sun Wen (Sun-Yat-Sen) tente d'établir une république mais celle-ci glisse vers la dictature personnelle de Yuan Shicai jusqu'à sa mort en 1916. Alors s'ouvre la période des seigneurs de la guerre. Le Guomindang (GMD), parti nationaliste fondé par Sun Wen, tente en vain de soumettre les pouvoirs locaux des seigneurs de la guerre sous son autorité centrale (Guillermaz 1968:14). Le pays est alors en guerre civile (seigneurs de la guerre contre GMD, GMD contre PCC après quelques tentatives de front uni).

Sortant victorieux de cette confrontation, le PCC arrive au pouvoir en 1949. A ce moment-là, le parti adopte face à la question nationale, une position qui est demeurée identique (1984) après 35 ans de pouvoir. Cette position se concrétise grâce au système dit "d'autonomie régionale". Mais avant d'étudier les modalités de son application, retournons en arrière et suivons le cheminement qui a conduit le PCC à adopter cette position.

C'est au 2^e congrès de 1922 qu'une première position est adoptée. On reconnaît alors l'autonomie, l'auto-détermination et l'union sous forme de fédération pour le Nei Menggu (Mongolie Intérieure), le Xizang (Tibet) et le Xinjiang seulement. Le parti invoque alors une raison pour justifier cette politique: entre la Chine proprement dite et la Mongolie, le Tibet et le Xinjiang, existe une différence des modes de vies (Li 1973:81). Ajoutons que cette année-là, la Mongolie Extérieure appuyée par l'Union Soviétique, déclare son indépendance et le PCC critique alors l'intention du gouvernement nationaliste de Beijing d'envoyer des troupes à Ulan-Bator.

Au 3^e congrès, en 1923, on réaffirme la même position mais on ajoute le territoire du Qinghai à ceux qui ont droit à l'auto-détermination. Un an plus tard en 1924, le GMD et le PCC forment une alliance pour lutter contre l'impérialisme et établir un programme de construction nationale. L'un des termes de l'entente est l'adoption de la position du PCC face à la question nationale (auto-détermination, fédéralisme) (Li 1973:85). Par contre, au cours des années suivantes, le PCC ne fera plus de déclaration distincte.

En 1927, l'alliance GMD-PCC prend fin après le massacre de Shanghai où le GMD trahit le PCC en fusillant les piquets de grèves.

Le PCC réaffirme donc un an plus tard, en 1928, sa position sur l'auto-détermination.

En 1930 a lieu le premier congrès des Soviets de Chine. On parle alors non seulement du Tibet, de la Mongolie, du Xinjiang et du Qinghai mais de tous les groupes minoritaires de Chine. Ainsi:

"The Soviet government of China recognises the right of self-determination of the National Minority of China, their right to complete separation from China and to the formation of an independent state for each National Minority. All Mongolian, Weiwer, Tibetan, Miao-Liao, Koreans and others living on the territory of China shall enjoy the full right to self determination i.e they may either join the union of Chinese Soviet or secede from it and form their own state as they may prefer." (Patterson 1960:92)

En 1934, le 2^e congrès des Soviets maintient cette position (Li 1973:86). Cependant, l'année suivante lors de la Longue Marche, la conférence de Zunyi au Guizhou consacre Mao à la tête du parti après une dure lutte contre Li Li San, Wang Ming et Zhang Guodao. De 1935 à 1949, on verra donc un changement de position sur la question nationale, qui se fera très progressivement et très discrètement jusqu'en 1947 environ. Car d'une part, le PCC continuera de proclamer une politique d'auto-détermination pour les minorités mais, en arrière-plan, des tentatives d'application du système d'autonomie régionale seront mises en oeuvre.

Pourquoi le PCC continuait-il de faire des déclarations en faveur de l'auto-détermination et du fédéralisme? Premièrement, durant la Longue Marche, il a eu besoin des Lolo pour sortir de la jungle du sud-ouest. Une fois installé au nord (Shensi), il était entouré de minorités (Mongols, Hui, etc) et, s'il avait eu besoin de fuir devant une attaque du Guomindang, la seule porte de sortie aurait été, semble-t-il, la Mongolie Extérieure.

La dernière proclamation en faveur de l'auto-détermination et du fédéralisme eu lieu en 1945 lors du fameux discours de Mao, "On Coalition Government". En 1947, la naissance de la Mongolie Intérieure en tant que région autonome vient mettre le système d'autonomie régionale au premier plan.

On avait également fait, au cours des années 40, des tentatives auprès des Mongols et des Hui en bordure du Gansu, du Shensi et du Ningxia dans le nord (Li 1973:100) et auprès des Tibétains au sud-ouest dans le Sichuan. Parallèlement, en 1941, est créé un Collège des Nationalités à Yanan qui sera le prototype des Instituts des Nationalités à venir. C'est une école rudimentaire où se côtoient Han, Mandchous, Mongols, Hui, Tibétains, Miao, et Yi. On décrit son rôle comme un rôle d'orientation des cadres, grâce auxquels on espère gagner la guerre de résistance contre la Japon et permettre l'implantation des politiques à l'égard des nationalités du PCC. Soulignons ici un point important, à savoir l'appel au front commun

anti-japonais pour gagner les minorités à la cause communiste (Lloyd 1968:162) Ainsi, l'ardeur patriotique expliquerait mieux l'affluence soudaine de certaines minorités vers Yanan plutôt que la cause communiste elle-même. D'après Johnson (1967), cette explication ne s'applique pas seulement aux minorités nationales mais aussi aux Han. Dans son livre, Peasant Nationalism and Communist Power, Johnson avance la thèse selon laquelle le communisme chinois est une forme de nationalisme développée au cours de la lutte contre le Japon (1937-1945). Avec plusieurs exemples, il démontre le succès des appels à la lutte contre l'étranger comme force de mobilisation comparativement aux appels pour la mise en pratique du système communiste.

En quoi consiste l'Autonomie Régionale?

Un document de l'époque appelé Programme Commun et qui servira de Constitution provisoire jusqu'en 1954 nous l'explique. Il s'agit de créer des zones dites d'administration autonome là où:

- un groupe connaît une forme d'habitat concentrée dans une région.
- un groupe est démographiquement majoritaire dans une région où d'autres groupes sont établis.
- deux groupes d'importance démographique similaire habitent une même région.

Ces zones autonomes pouvaient être créées selon la division administrative en cours au pays han, soit le comté (Xian), le district (Zhou) ou la région (Qu) (Helly 1984:124). En d'autres termes, il s'agit de savoir quel groupe détiendra la maîtrise du gouvernement local d'échelle supérieure (Qu) selon une décision prise par le gouvernement central. Un tel groupe se voit avantagé par une sur-représentation aux organes du gouvernement local et s'assure une plus grande mobilité dans les postes administratifs. Par exemple au Xinjiang, les Weiwuer sont la nationalité majoritaire de la province. Cette situation leur permet de contester ou d'entériner les décisions prises par le gouvernement d'échelon inférieur comme celui des districts autonomes Hasake, Menggu, ou Ke'erkezi.

Cette hiérarchie de paliers qu'est l'autonomie régionale se fonde sur le centralisme démocratique: représentativité de tout organe de gouvernement (démocratie) et dictature du prolétariat (centralisme). Ses sphères de compétences comprennent:

- la gestion des affaires intérieures de la zone en question ainsi que ses finances locales, par exemple les taxes sur les timbres, les spectacles, l'abattage des animaux, les véhicules, les biens immobiliers, une partie des bénéfices des entreprises d'Etat et la totalité de ceux des entreprises locales.
- la formation et l'emploi des cadres issus des nationalités résidant dans la zone, l'utilisation et le développement des langues et des cultures de ces dernières.
- la création des instituts scolaires et l'établissement des services médicaux.
- l'organisation des forces de sécurité publique opérant sur son territoire.

(Helly 1984:125)

Ce système d'autonomie régionale aura sa validité constitutionnelle en septembre 1949 lors de la Conférence politique consultative où une Constitution provisoire appelée Programme Commun est adoptée et qui fait état du système d'autonomie régionale comme politique officielle.

Ce transfert de la politique de l'auto-détermination et du fédéralisme à la politique d'autonomie régionale demandait une explication. On commença à se justifier en termes généraux, disant qu'il fallait bien adapter l'universalité du marxisme-léninisme au particularisme chinois. On accusa les premiers Chinois (ceux qui contrôlèrent le parti avant Mao en 1935) de gauchisme infantile dans leur déclaration en faveur de l'auto-détermination et du fédéralisme. Puis on évoqua la longue histoire de plus de 2 000 ans qui liait les divers groupes du peuple chinois. De plus, la lutte anti-japonaise (1937-1945) n'avait fait que consolider ces liens déjà très forts. Enfin la répartition géographique — affirmait-on — ne permettait pas

l'application du principe fédéral puisque les divers groupes étaient trop petits ou trop éparpillés au sein du territoire

Cette dernière excuse est fausse en ce qui a trait aux Mongols, Tibétains et Weiwuer. De plus, les liens entre les divers groupes sont exagérés car le régionalisme fut toujours prononcé en Chine. Si, par exemple, les Tibétains en 1947 étaient si attachés à leurs frères Han, pourquoi des missions secrètes en Grande-Bretagne pour reconnaissance diplomatique furent-elles envoyées? Si les Tibétains étaient si proches de leurs frères Han, se seraient-ils donné tant de peines? Pourquoi auraient-ils tenté d'expulser le GMD?

Non seulement le parti défendait-il sa politique avec des arguments de ce genre mais encore modifia-t-il divers textes. Ainsi le discours "On Coalition Government" dont nous avons parlé plus haut et qui datait de 1945 n'avait plus le même contenu en 1953 comme nous le montre Li (1973:107)

passage original

We demand to grant the national minorities the right of self-determination and the right of establishing a federal state together with the Han chinese

passage modifié

We demand to improve the conditions of the national minorities in our country and grant them the right of self-government on a voluntary basis

A l'aube de la victoire finale du PCC, un autre fait nous intéresse: la création d'une Commission des Nationalités chargée de mettre en oeuvre les infrastructures nécessaires à la formation des Régions Autonomes chez les minorités nationales. Ses tâches rédigées par le comité central furent les suivantes:

- mettre en oeuvre des programmes de développement économique (construction nationale).
- renforcer la solidarité interethnique.
- former des cadres et veiller à l'éducation des non Han (unité nationale).
- superviser l'application du système d'autonomie régionale

Nantie de plusieurs départements (finance, législation, éducation, culture), cette commission était en sorte un véritable ministère des Affaires des Nationalités, appelée à diriger l'ensemble des mesures en région non Han et placée sous la tutelle d'une des plus hautes instances gouvernementales. Cette commission existait toujours en 1984.

En résumé, lors de l'avènement communiste, nous avons affaire à un parti dont le fil directeur se fonde sur la "démocratie nouvelle" ou en d'autres termes, le front uni des quatre classes anti-impérialistes et anti-féodalistes: prolétariat, paysannerie, petite-bourgeoisie et bourgeoisie nationale formant une "démocratie", étape préliminaire du socialisme. Le Programme Commun, Constitution provisoire jusqu'en 1954, adopte, pour les minorités nationales, le principe d'autonomie régionale expliqué plus haut au détriment de l'indépendance et de l'auto-détermination qui sont complètement exclues. Nous avons vu comment cette "autonomie régionale" cachait deux corridors de pouvoir: un pouvoir local, un pouvoir central, ce dernier ayant mainmise sur les questions d'intérêt majeur (éducation des cadres, contrôle militaire, monopole du commerce) tandis que le premier est chargé du respect des cultures et des modes de vies différents du peuple Han, soit le côté folklorique (festivités, habitudes alimentaires et vestimentaires etc) de la vie en zone minoritaire. A noter que la formation des cadres autochtones bien que devant relever du pouvoir local n'est pas possible, faute de moyens financiers et de ressources humaines. Elle est donc prise en charge par le gouvernement central sous l'égide de neuf Académies des Nationalités. En 1983, ces Académies se trouvaient à Lhassa, Nanning, Wuhan, Beijing, Lanzhou, Chengdu, Guiyang, Kunming, Xining. Les deux structures mises en place pour appliquer ces

politiques furent le Collège des Nationalités (1941) et une Commission des Nationalités (1948). Pour un parti se disant révolutionnaire, ces principes de base (Nouvelle Démocratie, Programme Commun) sont tout de même conservateurs. On pourrait comprendre que par la transition au socialisme des mesures modérées puissent être nécessaires mais, comme le chapitre suivant le démontre à travers l'exemple du Xinjiang, après 35 ans de pouvoir (1949-1984), les positions du PCC sur la question nationale n'ont pas changé. En 1984, aucun droit à l'auto-détermination n'est reconnu et le respect des cultures se limite toujours aux aspects folkloriques.

Chapitre 5

Le PCC au Xinjiang

(un cas dans l'étude de l'application du système d'autonomie régionale du PCC)

1. La Libération du Xinjiang et le front uni de 1949-1953

Comme dans toute région de la Chine, l'établissement de l'autorité communiste au Xinjiang se fera tout d'abord par l'Armée Populaire de Libération et, plus exactement, par la 1ère armée de campagne, l'une des cinq armées communistes chinoises relativement autonomes (McMillen 1979:28). Le contrôle militaire devait, d'après les hautes instances du parti, être de courte durée. Par contre, dans la région du nord-ouest, à laquelle appartient le Xinjiang, ce contrôle se révéla plus intense et de plus longue durée jusqu'en 1954 environ. La tâche fut énorme puisque le PCC n'avait presque pas installé d'organisations dans cette province. On commença au niveau local. Les Comités de contrôle militaire absorbèrent les élites locales au plus bas et au plus haut niveau administratif, deux positions hiérarchiques dépourvues de pouvoir réel. La première était une fonction de simple exécutant, la dernière, une fonction de prestige ou symbolique. Le travail de l'Armée consistait surtout à rassembler les paysans en associations et à faire de la propagande pour les transformations socialistes à venir. Pour ce faire, des cadres furent recrutés au sein de la population locale.

Durant les toutes premières années, c'est-à-dire entre 1949 et 1953, la base de recrutement fut assez large puisque nous sommes en période dite de "front uni", inspirée des thèses de la démocratie nouvelle que nous avons vues au chapitre précédent. Ainsi, l'unique critère est la volonté de participer au pouvoir. En 1952, on compta tout d'abord 68,2% des cadres issus des minorités nationales au Xinjiang. Les pourcentages par groupe n'existent pas mais nous savons que la majorité de ces cadres était Weiwuer (Li 1973:219). En 1961, les cadres issus de minorités nationales comptaient pour 50% du total seulement. Cela était dû principalement à l'arrivée massive de Han à partir de 1952. Au début, ces "colons" crurent s'installer en

région périphérique pour trois ou quatre ans mais dans les années 60, les média commencèrent à parler d'une installation permanente. La majorité venait de Shanghai et, semble-t-il, ne pouvait se trouver de travail dans la Chine intramurale (McMillen 1979:65)

A cette époque (1951), c'est la campagne des trois et cinq "anti" qui permettra au PCC d'éliminer ou d'absorber les obstacles et résistances à son pouvoir dans toute la Chine. Les trois anti faisaient la guerre à la corruption, au gaspillage et à la bureaucratie tandis que les cinq "anti" s'opposaient aux pots-de-vin, à la fraude, à l'évasion fiscale, au détournement des biens de l'Etat et à l'obtention illégale des secrets économiques de l'Etat (Guillermaz 1972:33-4).

Les transformations agraires du début des années 50 exigèrent la réduction des différentes formes de corvées et des taux d'intérêts pratiqués par les Hejia (seigneurs Weiwuer). Les propriétaires terriens furent éliminés en tant que classe. Cette campagne fut un succès dans l'ensemble du Xinjiang. En 1952, 7 300 000 acres de terres cultivées furent confisqués à 4 600 Hejia et redistribués à plus de 2 millions de serfs et paysans pauvres. La superficie des lots attribués fut d'environ 1,5 hectare par personne (Helly 1984: 129). Suivant toujours la politique du Front Uni, on ne touche pas à l'ensemble des domaines mais seulement aux parties allouées en usufruit aux serfs et une portion de celles qui étaient gérées directement par les Hejia par l'intermédiaire de leurs intendants. A ce moment-là, la majorité des terres des communautés religieuses fut exemptée de l'application de la réforme agraire.

Parallèlement à ces transformations, se développèrent les instances politiques et administratives d'où devait émerger le PCC au Xinjiang. Les comités de contrôle militaire parrainèrent les organes gouvernementaux avant de finir par les diriger jusqu'en 1955, date à laquelle la Région Autonome Weiwuer du Xinjiang(R.A.W.X.) fut proclamée. Après cette date, c'est le parti qui prendra le dessus sur l'Armée et le pouvoir central de Beijing fera de même avec le pouvoir local. Déjà en décembre 1949, on réorganisa la province en 80 Xian (comtés) et Shi (villes) à la tête desquels se trouvaient 13 Han seulement, le reste étant originaires de minorités nationales dont 45 Weiwuer (McMillen 1979:38). Il ne s'agissait pas encore de

changements draconiens et les Hasake purent garder, au sein de ces divisions, les systèmes de clans et de familles étendues. De plus, dix districts spéciaux furent établis avec, à leur tête, 4 Weiwuer, 2 Han et 1 Mongol (McMillen 1979:38). Bien entendu, la région de Yili qui avait proclamé en 1944 la République du Turkestan oriental et qui, à la veille de la Libération formait un foyer de pouvoir autonome, contenait trois de ces dix districts spéciaux dont la plupart se situaient dans les régions frontalières. Le 18 décembre 1949 est proclamé le gouvernement populaire provincial du Xinjiang (G.P.P.X.), première instance politique civile nominale composée de 31 membres dont neuf Weiwuer. Cependant, un mois plus tard en janvier 1950, le G.P.P.X. sera mis sous tutelle par un décret ordonnant sa subordination à l'une des six grandes régions administratives, c'est-à dire au Comité Militaro-administratif du Nord-Ouest situé à Lanzhou dans la province voisine du Gansu. Au détriment de la 1ère Armée de campagne, cela est un premier pas vers la centralisation du pouvoir. Puis, en 1955, quand les organes politiques civils ne seront plus symboliques mais auront acquis un caractère plus civil que militaire, ils devront se subordonner directement à l'autorité centrale de Beijing. La région administrative du Nord-Ouest sera abolie en 1954, le Xinjiang devenant une région en elle-même. Un décret de janvier 1950 créera les Forces de Production et de Construction du Xinjiang. Il s'agit de soldats démobilisés auxquels on confiera des tâches de réforme agraire, redistribution des terres, irrigation du sol, construction de routes voire même des tâches policières là où le PCC est encore faible. Cette organisation sera donc l'avant-garde des transformations socialistes et le modèle par excellence du travail collectif qui devra servir de modèle aux masses. C'est cet organe qui envoya entre 7 000 et 10 000 cadres à travers le Xinjiang pour participer aux campagnes contre les propriétaires terriens et la réduction des rentes que nous avons vu plus haut. Finalement, c'est en décembre 1954 que sera officiellement institué le PCC du Xinjiang. A la conférence inaugurale seront présentes 800 personnes dont Tao Zhiye, commandant en chef et Wang Enmao, premier commissaire politique et, à ce titre numéro un du Xinjiang. Né en 1912, ce dernier commença sa carrière dans les

années 30 tout près du Soviet du Jiangxi où Mao et ses compagnons étaient installés. D'années en années, on le verra commissaire politique auprès de chefs militaires. Il se trouve parmi les troupes de la 1ère Armée de campagne lorsque celle-ci envahit le Xinjiang en 1949. D'abord installé à Kashi jusqu'en 1952, il sera appelé à Wulumuqi pour exercer des fonctions de première instance. On le verra à la tête du parti au Xinjiang jusqu'à ce que la Révolution Culturelle frappe à la porte de la R.A.W.X.

Au Xinjiang, comme partout ailleurs en Chine, c'est le parti qui dirige le gouvernement et il n'est pas rare de voir les mêmes personnes exercer des fonctions dans les deux organisations. Si c'est au niveau du gouvernement qu'on trouve le plus de cadres venant des minorités nationales, ajoutons tout de même que cela ne reflète pas un pouvoir réel car en plus d'être subordonné au parti à majorité han, c'est le gouvernement qui est victime, la plupart du temps, des purges au cours des campagnes de rectification.

Il est difficile d'estimer le degré de résistance offert par la population au Xinjiang. Par exemple, en janvier 1952, Burhan, un cadre tartare de haute instance, annonce que 120 000 personnes ont été éliminées depuis 1949. Cependant, en mars 1954, un autre rapport avance un chiffre de 30 000 personnes (McMillen 1979:101-2). Le terme "éliminé" est assez vague. S'agit-il d'exécutions ou de personnes démisées de leurs fonctions? McMillen rapporte qu'en se fiant aux divers comptes rendus de la presse chinoise mentionnant toujours une campagne quelconque pour éliminer les contre-révolutionnaires, il y a tout lieu de croire que la résistance au PCC fut continue mais ponctuelle, surtout de la part des membres du Guomindang, des membres des diverses sociétés secrètes et des groupes prônant le pan-turquisme et le pan-islamisme. On parle par exemple d'insurrections "nationalistes bourgeoises" à Hétian, au sud du Xinjiang, en décembre 1954. Puis en 1955, la découverte, par le Service de Sécurité Publique, d'organisations ayant des liens avec des partis illégaux tels que le Parti démocratique de Chine ayant son siège à Shanghai (McMillen 1979:103). Une seule résistance tragique chez les minorités nationales semble avoir eu lieu. Au cours de l'hiver 1949-1950, deux chefs Hasake, Janin Khan et Osman Bator

convoquèrent une réunion du conseil de leur clan dans l'est du Xinjiang pour prendre une décision quant à l'approche des troupes communistes. Les Hasake décidèrent de demander à l'Armée Populaire de Libération de leur garantir la liberté religieuse, la préservation de leur coutume tribale ainsi que la liberté de voyager à travers le Xinjiang mais le nouveau régime leur fit savoir que c'était lui qui déciderait des termes de leur entente. Par conséquent, en mars 1950, un congrès de 1 000 chefs hasake votèrent de quitter le Xinjiang pour le Cachemire. A la mi-avril, une attaque des troupes communistes contre le convoi Hasake fit 12 600 morts, prisonniers ou disparus sur 15 000 personnes (Clark 1954:623). Les deux chefs, Jasnin Khan et Osman Bator furent exécutés à Wulumuqi en 1951. Ceux qui survécurent arrivèrent au Cachemire après deux ans de marche (Clark 1954:622-4).

Cela est toutefois un cas extrême. En général, la transition se fit par étapes, de façon modérée et souple. On demanda à appliquer les directives en régions minoritaires de façon réaliste, objective et conformément aux conditions locales. On demanda également d'adopter une attitude non discriminatoire et d'éviter, dans la mesure du possible, la condescendance, l'autoritarisme et la coercition.

Les années 1949-1953 apportèrent donc au Xinjiang des réformes économiques (redistribution des terres, réduction des corvées, etc) ainsi que l'établissement du pouvoir (création d'organes gouvernementaux) du parti et de l'Etat.

2. 1953-1958: le premier plan quinquennal

L'année 1953 annonce un tournant dans les politiques du PCC avec le premier plan quinquennal, exemple d'économie planifiée en Chine. Ce changement peut sembler brusque et peu d'auteurs fournissent une explication quant aux motifs qui auraient pu inciter le parti à changer d'attitude après trois ans de souplesse. Cependant, Poulin (1979) avance l'hypothèse selon laquelle ces années de modération et de souplesse fondées sur les thèses de la démocratie nouvelle, en épargnant la paysannerie riche, virent apparaître une couche sociale qui n'était plus intéressée par les échanges ville-campagne en raison des inégalités de la valeur des produits. Cette couche garda donc la mainmise sur les surplus agricoles (Poulin 1979:123). Parallèlement, d'autres couches privilégiées avec lesquelles on avait collaboré (petits industriels, fonctionnaires de l'ancien régime) faisaient preuves d'insubordination croissante. Face à ces obstacles, la collectivisation qui s'amorce témoigne donc beaucoup plus d'un désir d'embrigader la population que de construire le socialisme, toujours d'après Poulin.

a - Le secteur agricole

Dans le secteur de l'agriculture, on commence par regrouper les familles de paysans au sein d'équipes d'entraide mutuelle (E.E.M) afin de réaliser les travaux par groupes plus larges et de partager outils et instruments de travail. Ce type de regroupement fut d'abord saisonnier puis devint permanent. Ensuite, on groupa cinq à dix E.E.M pour former l'échelon inférieur des premières coopératives en 1954. Un an plus tard, on en compta 8 000 au Xinjiang (Helly 1984:30). A ce stade, les paysans conservaient le droit de se joindre ou non à ces unités. Les adhérents gardaient tout de même la propriété individuelle des terres et des instruments de production. Leur rémunération se fit selon le nombre d'outils et la superficie des terres déléguées ainsi que du nombre de journées de travail fournies. Le calcul devait donc être quotidien, ce qui engendrait perpétuellement des contestations entre les paysans à propos de la

valeur des apports de chacun (Guillermaz 1972:98) De plus, ce genre de rémunération favorisait les mieux nantis puisqu'il reposait partiellement sur la propriété de la terre et des instruments de production (outils).

En 1957, les coopératives d'échelon supérieur, pouvant rassembler au dessus de dix E.E.M, commencèrent à voir le jour. Dans ce cas , en revanche les paysans donnaient leurs moyens de production à l'ensemble et étaient rémunérés selon le travail fourni, en céréales et en argent, après diverses déductions (Guillermaz 1972:98).

Jusqu'ici, la gestion des coopératives était demeurée aux mains des paysans. Ce n'est qu'avec l'introduction des communes populaires, durant l'hiver 1958, que les paysans passeront sous la tutelle d'un corps d'administration élu sous l'égide du Parti. Ces nouveaux cadres issus de la couche des paysans pauvres créèrent une nouvelle couche non astreinte aux travaux manuels et à laquelle on conférait le pouvoir économique et administratif.

Le salariat fut introduit comme système de rémunération, selon le temps de travail fourni et la nature des tâches. A la fin de 1958, on trouvait 451 communes au Xinjiang, surtout en région weiwuer puisque les Weiwuer formaient la majorité des agriculteurs sédentaires de la région.

b - Le secteur pastoral

Les pasteurs nomades, pour leur part, connurent une transition plus lente. Tout d'abord, leur secteur d'activité était caractérisé par un commerce important avec l'U.R.S.S, qui représentait la quasi-totalité des exportations du Xinjiang. Ensuite, à l'annonce des réformes agraires chez leurs voisins du sud, les Weiwuer, les Hasake avaient entrepris de tuer leur bétail, prévoyant l'application chez eux des mêmes réformes (comme les paysans russes lors de la collectivisation forcée).

Il s'agira donc pour le PCC d'apporter de l'aide sous diverses formes plutôt que d'amorcer une réorganisation de la vie des Hasake. Ainsi, le parti offrira des enseignements en techniques scientifiques, surveillera l'entreposage des céréales et du fourrage, ressemblera

des groupes d'extermination des prédateurs, servira d'intermédiaire entre les propriétaires de troupeaux et les pasteurs, donnera des prêts ou des subventions aux pasteurs.

En 1954, semble-t-il, le PCC avait réussi à sédentariser à peu près 25 000 pasteurs dans le district de l'Altaï, dans le nord-est (McMillen 1979:53). Le mouvement de collectivisation, commencé en 1954, sera de moins grande ampleur que chez les Weiwuer, c'est-à-dire que le pourcentage de la population hasake touchée par ce mouvement sera plus faible. En outre, son organisation sociale ne sera pas modifiée. Ainsi, à la E.E.M correspondra l'organisation hasake de l'Aul, soit à la famille étendue. Puis pour les coopératives, il s'agira de l'Uru, soit le clan.

Voilà pour ce qui est des pasteurs pauvres. Les pasteurs riches seront absorbés dans des sociétés mixtes d'Etat. Pour donner une idée plus claire de l'ampleur des changements apportés, précisons qu'à la mi-1956, seulement 4% des domaines pastoraux semblent appartenir à une E.E.M et 300 coopératives ont vu le jour (McMillen 1979:154).

Le mouvement de radicalisation de l'année 1958, connu sous le nom de "grand bond en avant" et qui correspond chez les Weiwuer à l'introduction des communes populaires, trouve son équivalent chez les Hasake dans une tentative du PCC, d'une part, d'augmenter le nombre des EEM et des coopératives chez les pasteurs pauvres, et d'autre part, d'étatiser complètement les sociétés mixtes de manière que les pasteurs riches soient contraints d'abandonner le partage du profit avec l'Etat et de se contenter de l'intérêt applicable à la vente des troupeaux à prix fixe.

Dans l'ensemble, ces changements apportèrent au PCC des résultats favorables. En effet, il réussit à sédentariser la plupart des pasteurs, à estomper les tendances pro-soviétiques de la région de Yili et à abolir le caractère mono-ethnique du pastoralisme car les coopératives hasake furent intégrées aux communes agricoles weiwuer, xibo ou han. La production augmenta également. McMillen rapporte par exemple que la production de la laine en 1954 fut de 68% plus élevée qu'en 1949 et que le nombre de têtes de bétail augmenta de 42% entre 1949 et 1954 (McMillen 1979:153).

c - Le secteur industriel et commercial

Dans le secteur industriel et commercial, on assista, au cours de cette période, à l'étatisation. Dès 1950, nous avons vu un vaste mouvement d'industrialisation lancé et financé en grande partie par le gouvernement central. Gisements houillers, pétrolifères et miniers furent prospectés et exploités. Des travaux d'ouverture des terres et d'irrigation pour les futures fermes d'Etat furent entrepris et on construisit des manufactures (minoteries, huileries, filatures). On étendit également le réseau routier.

Mais il fallait tout d'abord réinstaurer la stabilité, amorcer une reprise dans ce secteur, juguler l'inflation et uniformiser la monnaie. Ainsi, le régime de Yili cessa d'émettre sa propre monnaie et c'est la banque de Shanghai qui prit la relève pour le Xinjiang. En 1951, furent créées deux sociétés mixtes Chine-URSS pour l'exploitation et l'utilisation du pétrole ainsi que des métaux non ferreux et rares (dont l'uranium, si important dans l'industrie nucléaire). Beijing risquait, avec cette entente, de perpétuer l'influence soviétique à ses frontières. Mais, semble-t-il, elle y vit plus d'avantages que d'inconvénients. En outre, la contrepartie de cet accord fut la reconnaissance, par l'URSS, de la souveraineté chinoise sur le Xinjiang (Feijto 1973:38). De plus, le bénéfice matériel et la compétence des Soviétiques contribua grandement à la modernisation de la province.

Lorsqu'en 1954 s'amorcent les transformations socialistes, le gouvernement tente de s'emparer des commerces privés qui subsistent encore. Il essaie de mettre la main sur les ressources, fixe les prix, régularise les achats et les ventes, monopolise les modes de transports. Malgré cela, les résultats sont mitigés (McMillen 1979:167).

Là où se situent des projets d'envergure, le pouvoir réussira par contre à manipuler les divisions administratives pour garder la région en main. A titre d'exemple, mentionnons les champs pétrolifères en région hasake à Karamai. Le gouvernement détacha cette région du district auquel elle appartenait pour en faire une municipalité sous son administration directe (Moseley 1966:90-1). De

plus, il réussit à devenir l'unique propriétaire des sociétés mixtes URSS-Chine en 1956. En 1958, avec le "grand bond en avant", Beijing lança une offensive pour accélérer le mouvement de socialisation de l'industrie. Mais cette radicalisation désarticula le monde agricole et l'industrie ne pourra donc pas atteindre les objectifs fixés.

Malgré cet échec, le bilan est plutôt positif pour l'industrie. Le PCC a amorcé au Xinjiang une industrialisation, dans une région où aucune industrie n'existait avant 1949. En quelques années, il a réussi à mettre en place une industrie diversifiée (1950-1958) et ce, malgré les fréquentes difficultés de communication entre les experts soviétiques et la population locale (Weiwuer, Wusibieke, Tata'er, Hasake, etc).

d - La vie sociale

La vie sociale des minorités nationales connaîtra aussi un changement plus marqué après ces années de tolérance à la faveur du Front uni. En effet, comme nous l'avons vu, les élites furent absorbées par le gouvernement, au cours de la Libération. Elles ne perdirent donc ni leurs titres et ni leur position sociale. Le clergé musulman fut intégré à l'association islamique de Chine en 1951. Cependant, les institutions religieuses perdirent une partie de leurs terres ainsi que la gestion des tribunaux et des écoles.

A l'époque du Front uni, on mit l'accent sur le chauvinisme han comme obstacle que les cadres devraient surmonter. Il s'agissait d'une tactique destinée à gagner la population à la cause communiste han. Avoir insisté sur le nationalisme local aurait implicitement voulu dire que les minorités étaient dans leur tort, ce qui aurait augmenté les risques d'affrontements. On alla jusqu'à ratifier une loi interdisant les sobriquets insultants les minorités nationales. Par exemple, on cessa d'appeler les Yi par le nom méprisant de Lolo. De plus, dans le domaine de l'écriture, le radical de chien retrouvé dans les caractères représentant les minorités nationales fut remplacé par le radical "homme" (Zhang 1966:147).

La liberté religieuse fut garantie, permettant aux mosquées de rester ouvertes. Les Ahong, responsables de leur entretien, devinrent

des employés des gouvernements locaux. Les Iman et Mullah purent continuer de prêcher. Certaines réformes démocratiques telles que la nouvelle loi sur le mariage de 1950, interdisant la polygamie, le mariage arbitraire, reconnaissant le droit aux fréquentations et instituant l'âge de 20 ans pour les garçons et 18 ans pour les filles comme âge minimum requis pour le mariage, furent appliquées au Xinjiang comme dans toute région minoritaire, mais de façon non rigoureuse.

Dans le domaine de l'édition, on produisit beaucoup de films, livres et émissions de radio en langue locale. Par exemple, quelques 35 700 000 exemplaires de livres furent publiés entre 1951 et 1961 (Renmin Ribao, février 1962:4, cité par Helly 1984:134). Toutefois, il s'agissait surtout de textes politiques prônant le système socialiste. Bien que la langue locale fût devenu langue d'enseignement et de communication au sein des gouvernements locaux, c'est le mandarin qui prévalut comme langue officielle dans la capitale Wulumuqi et les centres urbains.

En août 1956, une conférence organisée à Wulumuqi décida d'adopter une version modifiée de l'alphabet cyrillique (la version utilisée en URSS) et de l'imposer aux Weiwuer, aux Hasake, et aux Ke'erkezi qui avaient jusqu'alors employé une écriture arabe. Pour justifier cette décision, Beijing prétendit que cela était nécessaire pour acquérir les nouvelles connaissances scientifiques qu'apportait la modernisation. Or en 1958, la modernisation, semble-t-il, n'avait plus besoin de l'alphabet cyrillique mais du latin puisqu'on décida d'adopter ce dernier et d'abandonner le premier. Cette réforme de l'écriture, en réalité, ne porta pas fruit car 20 ans plus tard, en 1975, la plupart des Weiwuer et Hasake ne connaissaient toujours pas l'alphabet latin. Pour eux, le gouvernement devait donc encore publier en arabe (CNA, No1051:5). En 1957, l'arabe, langue d'enseignement dans les institutions d'enseignement supérieur fut remplacé par le mandarin. Tout étudiant devait donc, avant son admission, se consacrer à un an d'apprentissage intensif du mandarin. De même au niveau primaire et secondaire, le mandarin devint obligatoire comme seconde langue mais, faute de personnel

qualifié, l'application de ce système ne fut pas aussi stricte (Helly 1984:135).

e - Les formes de résistance

Dans ce qui précède, nous avons présenté la réforme agraire et pastorale, la naissance de l'industrie et les politiques sociales de façon très linéaire. Or, en réalité, il y eut plusieurs ralentissements, voire des reculs.

Par exemple, lorsqu'en 1955 la R.A.W.X. fut proclamée, il s'ensuivit des escarmouches. Des cadres d'origine locale, instruits et incorporés aux instances gouvernementales accusèrent le pouvoir central d'autoritarisme, de mépris des cultures et de mainmise du parti sur les postes décisionnels. Toujours d'après eux, les Han étaient engagés dans un programme d'exploitation économique de la province et tentaient d'assimiler les populations locales. De plus, on déplora l'absence de mobilité des non Han (Helly 1984:135). Apparemment, une grande partie de la population du Xinjiang voulut se voir accorder le statut de République Autonome fédérée avec la Chine. Cela aurait d'après eux, mieux reflété leurs différences et leur aurait offert une autonomie.

Si, en 1953, la réforme agraire n'eut pas les résultats attendus à cause de mauvaises récoltes, en 1956, la raison fut d'ordre politique. Le gouvernement chinois était aux prises avec les changements qui survenaient en URSS et en Europe de l'Est. La "déstalinisation" en URSS fut le premier pas vers le conflit sino-soviétique de la fin des années 50. Lors du XXe congrès du PCUS en 1956, Khrouchtchev condamna le culte de la personnalité, reconnut un pluralisme socialiste, préconisa la décentralisation de l'économie et opposa à la théorie stalinienne des deux camps la notion de coexistence pacifique (Feijtö 1973:66-7). Or le PCC refuta ces thèses, les qualifiant de révisionnistes. On peut voir comment la condamnation du culte de la personnalité embarrassa Mao particulièrement, lui qui prenait de plus en plus de pouvoir au sein du Parti. De plus, il semblerait qu'au cours du VIIIe congrès du PCC, la même année, Deng Xiaoping, Zhu De et Liu Shaoqi adoptèrent les positions du XXe congrès pour tenter de

diminuer les pouvoirs de Mao. Cette lutte idéologique montre que l'opinion du PCC face aux thèses de Khrouchtchev n'était donc pas uniforme et elle a ralenti entre autres le mouvement de collectivisation, surtout après 1956, lorsque l'aide soviétique fut peu à peu retirée. La révolte hongroise mit les dirigeants chinois en état d'alerte et, par conséquent, ils décidèrent de ralentir le rythme des réformes. Toujours en 1956, le quotidien Xinjiang Ribao rapporte des affrontements à Hétian et Moyu. Un groupe attaqua des troupes engagées dans la production agricole, tuant et blessant quelques personnes. Un programme politique avait été rédigé par les contestataires: sécession de la zone weiwuer, formation d'une République Autonome comme en URSS, cessation immédiate de toute colonisation de terres et d'immigration han, arrêt de la collectivisation des unités de production, recrutement de cadres uniquement autochtones (Helly1984:136). Un procès s'ensuivit auquel assistèrent 50 000 personnes. Les organisateurs de ces troubles, surtout des Weiwuer, furent libérés après "rééducation".

Un an plus tard, en 1957, un rapport présenté au gouvernement et au parti, montre le peu de productivité des intellectuels en Chine. Mao lança alors le "mouvement des cent fleurs" invitant la population à se prononcer sur les changements apportés par le parti depuis son avènement. Cette vague de libéralisation, visant à gagner les intellectuels, à multiplier les expressions de la pensée scientifique, artistique et littéraire dans le cadre de la pensée maoïste, ne dura pas longtemps. Sous les critiques véhémentes, le Parti sera contraint d'entamer une offensive, avec un mouvement de rectification.

Au Xinjiang, cette période fut caractérisée entre autres par la découverte de deux partis clandestins. Le premier nommé "Chinese Nationalist Unity Party" avait son siège social dans une ancienne société mixte sino-soviétique. Le deuxième, nommé "Chinese Workers and Peasant Party" était surtout composé de Han envoyés au Xinjiang afin d'être "réformés par le travail". Dans un communiqué, on affirma que 830 personnes avaient été arrêtées tandis que 100 000 étaient considérées comme suspectes et devaient donc être surveillées (McMillen 1979:91).

Le gouvernement chinois, aux prises avec le conflit sino-soviétique, aux prises également avec ses intellectuels insubordonnés, lancera donc le "grand bond en avant" en 1958, comme radicalisation du mouvement de collectivisation. Précisons que c'est l'aile maoïste du PCC qui prôna cette politique faisant appel à la volonté du peuple et l'ardeur idéologique, tout en faisant fi des obstacles matériels.

Mais une fois encore, après la création de la R.A.W.X., après les "cent fleurs", c'est le GBA qui connaîtra des conséquences désastreuses amenant révoltes, arrestations, exécutions ou exodes. D'autant plus que durant cette période, le Xizang s'insurge contre le gouvernement central, amenant la fuite en Inde de son chef spirituel, le Dalaï Lama. Ainsi au Xinjiang en 1959, 378 membres de la ligue islamique furent arrêtés et 35 000 personnes furent envoyés en rééducation (Helly 1984:136). Deux cent mille Weiwuer et 50 000 Hasake franchiront la frontière soviétique pour s'installer à Alma-Ata où ils formeront une armée de libération du Turkestan oriental, visant la fondation d'une République Weiwuer Autonome. Ce qui fut affirmé dix ans plus tard en 1969 par le gouverneur général du Xinjiang, Saifudin (Renmin Ribao 1969, cité par Helly 1984:136). Un autre exemple nous amène à Hétian où 10 000 jeunes attaquèrent une prison, libérant 600 personnes et tuant 50 gardes. A Yining, un affrontement eut pour résultat plusieurs morts parmi les Han. Il n'était pas rare qu'au cours de ces révoltes, les entrepôts de grains, que le gouvernement avait monopolisé à partir de la crise agricole de 1957 et qui avait condamné la population au rationnement, fussent pris d'assaut ainsi que les moyens de communication.

Donc après dix ans de pouvoir (1950-1959), le parti se trouva face à une population mécontente tant en région minoritaire qu'en région han. Cette décennie aura vu également émerger, au sein du Parti, deux factions s'opposant quant aux moyens à prendre pour moderniser et construire le socialisme en Chine. McMillen (1979) qualifie ces factions d'experts et de rouges. D'autres auteurs parleront de technocrates et d'idéologues. Quoi qu'il en soit, leur divergence tient à ceci: alors que les premiers mettent l'accent sur la participation des spécialistes (ingénieurs, chimistes, intellectuels,

administrateurs, etc) et sont prêts à ralentir devant des obstacles matériels (manque d'équipement, de connaissances scientifiques, etc), les idéologues, par contre, s'en tiennent seulement au zèle des masses, au volontarisme et à l'ardeur idéologique pour atteindre un idéal.

3. 1959-1966: l'inter règne de Liu Shaoqi

En 1959, la conférence de Lushan consacre la chute de Mao comme président de la République sous la virulente critique du Maréchal Peng Dehuai. S'ouvre alors le règne de Liu Shaoqi. Cette époque se caractérisa par un retour en arrière quant aux politiques économiques (agriculture, élevage, industrie et commerce).

a - Le secteur agricole

Dans le domaine de l'agriculture, les communes populaires ne pourront plus utiliser des moyens coercitifs et devront tolérer le retour des récompenses matérielles afin d'augmenter la production ainsi que le droit des paysans d'exploiter des terres privées. Peu à peu, la majorité de la population se retrouvera au sein non pas des communes populaires mais de brigades de production ou d'équipes de production (échelon des communes) (McMillen 1979:146). Grâce à ces nouvelles mesures, la production agricole commencera à reprendre son essor vers 1962 (McMillen 1979:150).

b - Le secteur pastoral

Il en va de même pour le domaine pastoral où l'étatisation sera abandonnée ou ralentie. En 1965, le nombre de têtes de bétail se situera au-dessus de 27 millions alors qu'au début de la décennie, il était de 25,9 millions (McMillen 1979:162).

c - Le secteur industriel et commercial

L'industrie et le commerce avaient déjà ralenti en raison de la pénurie de céréales en 1957. Seule exception: la construction de chemin du fer reliant le Xinjiang à Lanzhou dans la province voisine du Gansu, elle-même reliée à Beijing par d'autres voies ferrées. D'une importance primordiale pour l'intégration du Xinjiang à la Chine, ce projet fut donc poursuivi malgré les vicissitudes du GBA. Lorsqu'il fut terminé en 1961, le monde industriel, au Xinjiang, se tourna vers l'industrie légère. Les entreprises locales purent donc produire des biens convenant mieux à la population locale. De plus, l'achèvement de la voie ferrée amena, à partir de ces années-là, une immigration han de plus en plus importante.

d - La vie sociale

Les politiques sociales demeureront aussi strictes qu'au cours du GBA, d'après McMillen (1979:123). Cette période avait été caractérisée par une lutte contre le nationalisme local au détriment du chauvinisme Grand Han datant de l'époque du Front uni. Or, un autre événement viendra renforcer la lutte que mène le pouvoir contre la population non han. En effet, en 1962, survint la crise de Yili qui fut déclenchée après la décision gouvernementale de fermer les frontières XINJIANG-URSS, en réponse à l'exode croissant des Hasake vers l'URSS. A peine la décision fut-elle appliquée qu'une manifestation s'organisa à son encontre. On alla jusqu'à dévaliser les bureaux du parti, "lyncher" quelques fonctionnaires et brûler des papiers officiels (McMillen 1979:123). Néanmoins, le parti répliqua brutalement et, à partir de ce moment-là, Yili finit par disparaître pour de bon comme noyau de résistance pro-soviétique. Cette épreuve mit donc Beijing en état d'alerte face au xinjiang et c'est pourquoi le groupe de Liu Shaoqi eut de la difficulté à assouplir ses politiques sociales et culturelles au cours de cette période. On sait par exemple que certaines pratiques religieuses étaient illégales. Lesquelles? Peu d'auteurs peuvent apporter plus de détails.

Au Xe Plenum du VIIIe congrès, en septembre 1962, Liu Shaoqi réaffirma la position du PCC quant à l'inévitable assimilation des minorités nationales. Mais, contrairement à Mao, les technocrates de Liu Shaoqi étaient prêts à admettre qu'une longue période serait nécessaire. Les idéologues de Mao, s'ils avaient perdu le pouvoir en 1959, demeuraient tout de même influents. Ce qui leur permit de lancer en 1962, une campagne dite d'éducation socialiste visant à éliminer le capitalisme, le bureaucratisme et le révisionnisme moderne, allusion faite au groupe de Liu Shaoqi. En réalité, ce mouvement était une tentative de révolution culturelle, c'est-à-dire une tentative de récupération du pouvoir qui se solda par un échec. Par contre, le mouvement d'éducation socialiste aura permis à Mao de forger de solides liens avec les commissaires politiques, soit les responsables de la propagande et de l'endoctrinement marxiste, des divers organes du Parti et de l'armée et qui formeront la base des gardes rouges, quatre ans plus tard en 1966.

4. La Révolution culturelle (1966-1976)

a - La lutte politique

La Révolution culturelle, qui commença en août 1966, est d'abord et avant tout une offensive lancée par Mao afin de reprendre le pouvoir. Il sera aidé des gardes rouges et de la "bande des quatre", groupe d'idéologues dont fait partie l'épouse de Mao. Ils se serviront surtout du théâtre et de l'opéra -d'où l'adjectif "culturelle"- pour critiquer le camp adverse et promulguer une nouvelle éthique socialiste. Les gardes rouges s'infiltrèrent dans les écoles et les usines, collent des affiches sur les murs et dans la rue afin d'accuser telle personne de telle attitude (le plus souvent d'être capitaliste, réactionnaire ou révisionniste). Des purges suivront et rares seront ceux qui en sortiront indemnes comme Zhou Enlai et Li Xiannian. Liu Shaoqi, Deng Xiaoping, l'économiste Chen Yun, le Maréchal He Lung et l'ancien ministre de la Défense Peng Dehuai tomberont en disgrâce.

Au Xinjiang, les gardes rouges arrivent à Wulumuqi à l'automne et commencent à accuser le dirigeant Wang Enmao qui réussira tout de même à les maîtriser en formant un groupe de gardes rouges pro-Wang. En hiver de 1967, Beijing sentit le besoin de placer le PC du Xinjiang sous la direction du district militaire du Xinjiang. La lutte qui opposait les diverses factions de gardes rouges devint anarchique à certains endroits. Mao dut faire un appel à l'ordre plus d'une fois. Ainsi, lorsqu'il rencontra Wang Enmao à Beijing en février 1967, tous deux parvinrent à une entente qui mit un terme à la Révolution culturelle au Xinjiang. Malgré cela, les gardes rouges n'en continuèrent pas moins avec leurs attaques (McMillen 1979:212).

C'est pourquoi, un an plus tard en 1968, on vit apparaître des "équipes de la pensée de Mao Zedong" destinés à neutraliser les gardes rouges. Il s'agissait, en réalité, de militaires dépêchés à travers tout le pays. Vers la fin de cette année-là, Wang Enmao est de plus en plus absent de la vie publique. En novembre, il sera remplacé par Long Shuyin en tant que commandant en chef du district militaire du Xinjiang. La formation de "comités révolutionnaires" par les gardes rouges devait annoncer la victoire de Mao et du groupe des idéologues sur le groupe technocratique de Liu Shaoqi. Cependant dans plusieurs régions, la création de ces comités tardait, signe que l'on ne pouvait en venir à un consensus ou qu'aucune faction n'était assez forte pour prendre le dessus. Dans ces circonstances les militaires furent envoyés afin de composer ces comités. Le Xinjiang fait parti de ces régions où la lutte des tendances fut scellée par les militaires, l'une des dernières régions à se doter d'un tel comité avec le Xizang, la région autonome Zhuang du Guangxi, le Yunnan, tous largement peuplés d'allogènes et le Fujian qui, face à Taiwan, accueillait un important déploiement militaire.

L'année 1969 consacrera la chute de Liu Shaoqi au IXe congrès du Parti, de même que celle de Wang Enmao au Xinjiang. Ce dernier avait en théorie toujours adhéré à la ligne politique de Mao. Mais lorsque venait le temps d'appliquer ces idées au Xinjiang, étant sur place et non à Beijing, ses positions devenaient moins rigides. C'est pourquoi il fut associé à la "clique" de Liu Shaoqi. Son remplaçant, Long Shujin, tenta d'appliquer les politiques radicales de Mao au

Xinjiang. Aussi vit-on la production économique enregistrer une baisse significative après avoir déjà ralenti à partir de 1966 (McMillen 1979:243-46). On avait, depuis le début de la Révolution, condamné les récompenses matérielles, la propriété privée et le profit, reparus pendant le "règne" de Liu Shaoqi au détriment de l'ardeur ou du zèle idéologique. Par conséquent au Xinjiang, McMillen rapporte plusieurs cas de thésaurisation des céréales, de massacre des animaux, de pillage des réserves de céréales parmi la population qui se voyait obligée de consacrer de plus en plus de temps à l'étude politique (endoctrinement). Ainsi n'est-il pas surprenant d'apprendre qu'une crise de la production céréalière va toucher le Xinjiang en 1968-1969.

Trois ans plus tard, en 1972, le nouveau dirigeant connaîtra le même sort que Wang Enmao, en raison de ses liens avec le maréchal Lin Biao, dauphin de Mao et successeur du grand timonier jusqu'au jour où il fut accusé d'avoir voulu usurper le pouvoir en 1971. Pendant les années suivantes (1973-1978) le Xinjiang sera doté d'un "leadership" collectif avec l'apparition d'un 2^e et d'un 3^e secrétaire du Parti. Ce fait restera unique dans l'histoire de la Chine.

Grosso modo, ce qui ressort de la Révolution culturelle, c'est une victoire de la faction maoïste officialisée au IX^e congrès du Parti en 1969, mais une victoire incomplète donc fragile et, de là, une présence militaire accrue dans les instances politiques.

b - Le secteur économique

En mettant en pratique la formule "la politique commande l'économie et la Révolution l'emporte sur la production", on va non seulement interrompre le redressement qui s'était amorcé à partir de 1962 mais parfois même paralyser temporairement certains secteurs industriels.

En pénétrant dans les usines, en demandant aux travailleurs de consacrer plus de temps à la politique, la Révolution culturelle engendrera des oppositions qui porteront préjudice à la production. L'absentéisme connaîtra alors une hausse.

L'agriculture a été plus épargnée car les gardes rouges ont été écartés des régions rurales (Guillermaz 1972:446) bien qu'on observe cependant une baisse de production (McMillen 1979:266). C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles l'industrie demeurera orientée vers la production locale au début des années 1970.

Le III^e plan quinquennal, entamé discrètement en 1966, se clôture de la même façon en 1970. Il devait correspondre à un accroissement de l'ordre de 4% pour la production agricole et de 11% pour l'industrie. Il est assez difficile de présenter des chiffres précis pour ces secteurs. Ainsi Guillermaz nous offre le tableau suivant pour la production céréalière de 1969:

D'après quelques experts soviétiques et quelques experts américains:		190 000 000 tonnes
D'après quelques experts américains:		210 000 000 tonnes
D'après quelques experts favorables aux Chinois:		230 000 000 tonnes
D'après Zhou Enlai, tel que rapporté par Edgar Snow en 1970:	1970	240 000 000 tonnes
	1971	246 000 000 tonnes

(Guillermaz 1972:447)

On peut observer une grande différence entre les diverses sources. Il en va de même pour la production de coton, autre produit de base de l'agriculture chinoise.

Notre ignorance des détails s'étend aussi à l'industrie. On sait par exemple que la production qui avait connu une hausse avec l'interrègne de Liu Shaoqi sera perturbée en 1966-1968. Mais, dès 1969, une légère reprise s'amorce. (McMillen 1979:246).

Cette hausse fut possible grâce à la réorientation de l'industrie par rapport à l'agriculture, à l'augmentation du nombre d'ouvriers, de 50 000 en 1970 à 720 000 en 1973 pour le seul Xinjiang (McMillen 1979:280) et à la création à partir de 1969 de 400 nouvelles petites et moyennes entreprises pour répondre aux besoins locaux. N'oublions pas également le retour des récompenses matérielles pour le travail fourni.

Il n'est pas surprenant de voir que le pays est au bord de la guerre civile, les libertés déjà précaires ayant été suspendues au cours de cette période. La vie des minorités nationales connut alors une période de répression. Après une phase de radicalisme (1966-1969) qui se manifesta par la fermeture des mosquées et des écoles, l'arrêt de travail à la Commission des Nationalités, l'attaque verbale des coutumes des nationalités, le début des années 70 apporte une détente.

Néanmoins, des vestiges de la Révolution Culturelle demeurent encore fortement ancrés. Par exemple, le recrutement des universités se fait toujours en fonction de l'ardeur idéologique du candidat. Ce dernier, devant avoir deux ou trois ans de travail pratique, doit être recommandé par les masses. Son application doit être approuvée par le "leadership" régional et l'école réexaminera sa demande d'admission.

A la fin de 1970, les autorités régionales ont tenu une conférence en vue d'une reprise pour promouvoir l'implantation des réformes de la langue écrite adoptées officiellement en 1965 pour les Weiwuer et Hasake. En 1971, il existait à travers le Xinjiang 179 classes d'apprentissage de ce nouvel alphabet latin (McMillen1979:282). C'est donc dire que l'attitude générale vis-à-vis d'une assimilation et d'une subordination des minorités nationales demeurait intacte. Il faudra plusieurs années pour l'on connaisse un retour à l'attitude d'avant 1966. Encore aujourd'hui le gouvernement annonce de temps à autre la réouverture de tel ou tel endroit fermé depuis la Révolution culturelle, par exemple la cathédrale de Beijing (CNA 1984).

5. La Chine après Mao (1976-1984)

L'année 1976 annonce un nouveau tournant pour le pays avec la mort de Zhou Enlai, en janvier, et de Mao Zedong, en septembre. En effet, la bande des quatre sera condamnée moins d'un mois après en octobre et la nouvelle direction, avec Hua Guofeng à sa tête, tente de prendre une nouvelle orientation avec les "quatre modernisations" (industrie, agriculture, armée et recherche) dont le but est d'accroître la croissance annuelle de ces secteurs. Ainsi s'amorce la chute des idéologues ou des rouges pour faire place aux technocrates.

Parallèlement, la réhabilitation des cadres expulsés au cours de la Révolution culturelle poursuit lentement son cours. En mars 1971, réapparaîtra Wang Enmao, ex-dirigeant du Xinjiang mais, cette fois-ci, dans la province du Jilin au Nord comme premier secrétaire du Parti communiste de cette province et président du comité révolutionnaire du Jilin. En décembre 1981, il sera enfin de retour au Xinjiang comme premier secrétaire du PCC de la R.A.W.X. (Issues and Studies, Vol 18 #2 1982:58). Un autre personnage important, Deng Xiaoping, aujourd'hui le No 1 en Chine, réapparaît au 3e plenum du 10e CC comme l'un des vice-président du CC de la Commission Militaire et du Conseil d'Etat de même que directeur du personnel de l'Armée.

Pendant six ans, de 1978 à 1984, l'autorité centrale avance à tâtons. Il semble que deux camps adverses s'affrontent encore mais de façon plus modérée. Ainsi, en décembre 1976, Hua Guofeng à la 2e conférence de Dazhai défendra les échelons supérieurs et moyens de l'organisation rurale, c'est-à-dire les communes et les grandes brigades alors que Deng Xiaoping au 3e plenum du 11e en décembre 1978 défend l'échelon inférieur, c'est-à-dire la brigade.

Dans les faits, la Chine présente à ce moment-là une grande diversité. Dans certaines provinces, voire dans certaines régions, la grande brigade sert d'unité administrative de base. Ailleurs, c'est la commune mais dans la plupart des cas, la brigade (à peu près dix ménages) prévaut (CNA 1124, juin 1978:2). Défendue donc au 3e Plenum du 11e CC, la brigade recevra le droit d'élever des porcs, de vendre au marché local ce que le gouvernement n'achète pas ainsi

que de s'adonner à l'artisanat et diverses productions périphériques (*side-line production*).

Après avoir brossé un sombre tableau de la Chine (productivité basse, mauvaise qualité des produits, corruption, pénurie des biens de consommation courants, taux de consommation de produits courants identique depuis 20 ans, investissements importants en agriculture mais rendement toujours aussi bas), ce même plenum annoncera de nouvelles mesures destinées à favoriser les travailleurs ruraux. En effet, les quotas redevables à l'Etat resteront les mêmes qu'en 1971-1975. Ce dernier achètera les céréales et 17 autres produits courants à un prix de 20% supérieur. De même, le prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture sera réduit de 10 à 15%. La mécanisation de l'agriculture dans le nord-est (Liaoning, Jilin, Heilongjiang) est annoncée et devra servir de modèle au reste du pays. On parle beaucoup à cet époque de dommages causés au sol: désertification, réduction des pâturages en raison des projets d'envergure, en ce qui concerne les revendications de terres agricoles.

Grosso modo, on veut restaurer l'économie du pays et lui assurer une stabilité. Pour ce faire, le Shanghai Liberation Daily remet en question la centralisation excessive du système administratif des Soviétiques, adopté depuis 30 ans. Ne serait-il pas mieux de laisser les entreprises plus libres une fois leur quota rempli? Ainsi pourront-elles négocier avec les banques sans intervention de l'Etat et utiliser un certain pourcentage des profits comme elles l'entendent (China News Analysis 1165, 1979:2).

Les Chinois sont conscients que de telles transformations devront être accompagnées de changements dans d'autres domaines, surtout au plan juridique et académique. Notons jusqu'à tout récemment, la quasi-absence de lois en Chine, Mao ayant toujours préféré gouverner par décrets ou campagnes politiques. A partir de 1979, le pays commencera à bâtir un système judiciaire et juridique.

Actuellement, la Chine est dotée de 36 départements ou Instituts de Droit à travers le pays sauf au Qinghai, Xizang et Ningxia, toutes des régions minoritaires. A l'Université du Xinjiang à Wulumuqi, ce département est subordonné à la R.A.W.X. et non au ministère de

l'Education comme 12 autres départements. De ces 36 départements, semble-t-il, 3 000 étudiants sortent diplômés chaque année (Beijing Review, vol 28, no18 1985:22).

L'éducation ne se présentait pas non plus sous son meilleur jour. Le Guang Ming Ribao rapporte qu'en 1978, 10% de la population chinoise était toujours illettrée, soit 100 millions d'individus. Sur 120 pays, la Chine se classait 113e au plan de l'éducation. (CNA 1181 1980:2). L'école primaire n'était toujours pas universelle en 1980. A cela s'ajoutait une pénurie de personnel qualifié et de matériel adéquat, obstacle de première importance pour la modernisation du pays (CNA 1256 1984:2). Deng Xiaoping ira jusqu'à recommander la création d'universités, d'écoles secondaires et primaires privilégiées quant au matériel, aux livres et à l'aide financière (CNA 1181 1980:4). Il estimait que les enfants d'intellectuels devraient être favorisés à l'université, leur environnement les ayant mieux préparés (CNA 1128 1978:7).

Il y eut donc, de 1978 à 1984, des politiques d'essai et l'on revint parfois en arrière. Par exemple, fin 1980, le gouvernement annonça qu'il abandonnait son projet de donner plus de libertés aux entreprises car ces dernières faisaient preuve d'égoïsme en refusant de payer des taxes, en retenant les profits, en voulant faire bénéficier leurs employés de meilleurs salaires et avantages sociaux (CNA 1201 1981:2). L'augmentation du prix des céréales, avantage pour les paysans, est maintenant tenue responsable de l'inflation (CNA 1211 1981:2).

Finalement, en octobre 1984, le gouvernement peut présenter une série de réformes attribuées à Deng Xiaoping, au pouvoir depuis 1981 après avoir délogé Hua Guofeng.

Le monde rural sera plus décentralisé avec l'introduction du système de responsabilité individuelle permettant de vendre au marché libre l'excédent agricole, démantelant ainsi les communes populaires divisées dès lors en compagnies de production et cantons administratifs. La petite et moyenne entreprise au niveau commercial sont encouragées. De plus, les prix des produits agricoles n'ont pas baissé et des primes sont offertes pour les produits qui dépassaient les quotas prescrits par l'autorité centrale. Cette réforme,

semble-t-il, a atteint certains buts: hausse de la productivité, spécialisation et commercialisation des produits agricoles (Beijing Review, VOL 28, NO 20:16).

Dans le secteur de l'industrie, après quelques expériences dans la province du Sichuan, le gouvernement a finalement décidé que les directeurs d'entreprises auraient plus d'autonomie et de responsabilité, dans divers domaines tels que la gestion du personnel, la fixation des salaires et des primes, la mise en marché des produits et la négociation des conditions des prêts bancaires (Beijing Review, VOL 28, NO 20 :17). Une politique d'ouverture face à l'étranger est en vigueur depuis 1979 environ. Dans ce but, le gouvernement a d'abord créé quatre zones économiques spéciales: Shenzhen, Zhuhai, Shantou et Xiamen (Beijing Review, VOL 27, NO 48, :19). Aujourd'hui 14 villes côtières et l'île de Hainan peuvent recevoir des capitaux étrangers. Nous avons récemment appris qu'il existait huit sociétés mixtes au Xinjiang. Cette politique d'ouverture a fait beaucoup de bruit dans la presse occidentale mais retenons que ce secteur d'activités est géographiquement restreint et sous contrôle gouvernemental. De même la Chine, aujourd'hui présente des secteurs plus centralisés que d'autres. Le tableau est donc loin d'être uniforme. Cette réforme de Deng Xiaoping a logiquement engendrée ces dernières années une certaine polarisation de la société chinoise, et dans la presse écrite, on sent le besoin de se justifier à l'égard de ce nouveau phénomène. Ainsi, affirme-t-on qu'à cause des différences entre les forces physiques et mentales, des niveaux culturels et techniques, des attitudes et des talents des travailleurs, un système socialiste ne peut pas promettre l'égalitarisme (Beijing Review, VOL 28, NO 20, :19).

Voilà donc ce qui s'est passé en République Populaire de Chine de 1949 à 1984, c'est-à-dire durant 35 ans de pouvoir du PCC. Tout ce que le présent chapitre nous permet de retenir c'est l'existence de structures administratives (régions autonomes), d'organismes gouvernementaux (corps de production et de construction, Académie des Nationalités, etc.) et de politiques (immigration des Han, mouvements tels que le "Grand bond en avant") dont le principal objectif est l'intégration du Xinjiang à la vie nationale.

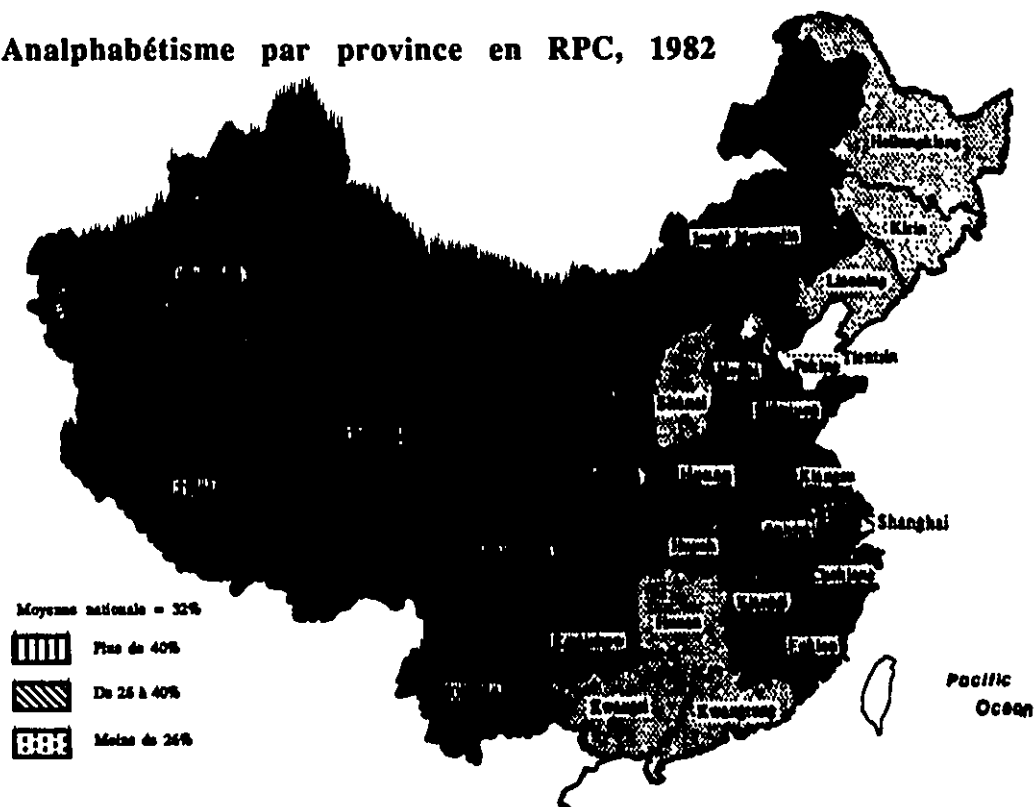
6. Quelques indicateurs sociaux

Avant de conclure, jetons un bref coup d'oeil à d'autres changements qui ont eu lieu parallèlement à ces bouleversements de structures administratives et politiques et qui ont trait à l'amélioration des conditions de vie. Cela nous permettra de dresser le bilan des réalisations du PCC, de façon plus générale.

La carte 5.1 nous présente le taux d'analphabétisme de tout le pays, pour la population de plus de 12 ans, en 1982.

Le Xinjiang se situe dans la moyenne nationale étant donné qu'il fait parti du groupe de 26% à 40%, la moyenne nationale étant de 32%. Par contre, l'analphabétisme chez les minorités nationales seulement est de 43% tandis que chez les Han, il est de 31%. Le Xinjiang abrite plusieurs minorités nationales. Serait-ce l'émigration han qui a fait baisser la moyenne du taux d'analphabétisme de cette région? D'après Pye (1976:7) tel que rapporté par Poulin (1984:63), les Han constituaient 5,5% de la population du Xinjiang en 1949, 20,59% en 1962, puis ... 45% en 1966. D'après le tableau fourni par McMillen (voir tableau 5.1), la population Han au Xinjiang en 1973 constituait 35% de la population totale. Donc notre hypothèse selon laquelle l'immigration han serait un facteur de baisse de la moyenne du taux d'analphabétisme au Xinjiang pourrait être plausible.

Analphabétisme par province en RPC, 1982



Carte 5.1 Analphabétisme par province en RPC, 1982

Tiré de Lamontagne 1986:94

Tableau 5.1
Population des M.N au Xinjiang en 1973

Minorités Nationales	Population
Wei wuer	5 100 000
Han	3 500 000
Hasake	700 000
Hui (Han musulmans)	300 000
Menggu et Daur	180 000
Ke'erkezi	105 000
Man, Xibe et Solun	36 000
Tajike	20 000
Wusibieke	18 000
Russe	10 000
Tata'er	9 000
Autres	négligable
Total	9 978 000

Référence:McMillen 1979:10

On note que les territoires dont le pourcentage d'analphabétisme est le plus élevé se situent en milieu minoritaire: le Xizang, le Yunnan, le Qinghai, le Gansu, le Ningxia. Parmi les territoires dont le taux d'analphabétisme est le plus bas, on remarque les trois provinces industrielles au Nord: Heilongjiang, Jilin, Liaoning. Cela n'est pas surprenant puisque les régions minoritaires correspondent également à des régions sous-développées économiquement.

Le tableau 5.2 nous donne une meilleure idée de la situation au Xinjiang. On peut y voir le taux d'analphabétisme pour chaque minorité nationale, les taux du Xinjiang étant soulignés.

Tableau 5.2

Pourcentage d'analphabètes et semi-analphabètes parmi les 55 Minorités Nationales

minorités	%	minorités	%
menggu	28	mulao	35
hui	41	qiang	51
zang (tibétain)	75	bulang	71
<u>weiwuer(uighur)</u>	<u>42</u>	sala	72
miao	58	maonan	31
yi	62	gelao	55
zhuang	31	<u>xibe</u>	<u>11</u>
buyi	56	achang	60
korean	10	<u>tajike</u>	<u>43</u>
man	17	nu	66
dong	45	<u>wusibieke</u>	<u>20</u>
yao	48	<u>russe</u>	<u>15</u>
bai	41	ewenke	16
tujia	33	benglong	73
hani	70	baonan	74
<u>hasake</u>	<u>22</u>	yugu	37
dai	57	jing	37
li	41	<u>tata'er</u>	<u>9</u>
lisu	72	dulong	49
wa	69	oroqen	23
she	51	hezhe	14
gaoshan	24	pumi	60
lahu	82	menba	44
shui	62	luoba	82
dongxiang	87	jinuo	54
naxi	38	minorités	
		non-identifiées*	61
jingpo	63	min.nat (total)	43
<u>ke'erkezi</u>	<u>41</u>	han	31
tu	60	total: pop.Chine	32
dawoer	18		

*879 201 personnes ont été recensées dans cette catégorie. réf.: *The 1982 Population Census of China: Major figures*, 24.

Référence: Lamontagne 1986:93.

On note que les minorités nationales dont le taux d'analphabétisme est le plus bas du Xinjiang sont celles qui forment un petit pourcentage de la population, par exemple les Xibo, les Tarta'er et les Wusibieke. Par contre, ces chiffres ne sont pas surprenants si l'on considère que ces groupes se livrent à des activités commerciales et artisanales et habitent les villes. Une seule exception: les Hasake dont le taux d'analphabétisme est bas et qui vivent du pastoralisme. Ils sont le 2^e groupe le plus nombreux du Xinjiang. A noter également la grande variation du taux d'analphabétisme chez les minorités, de 87% à 9%.

Le tableau 5.3 nous démontre qu'il existe une certaine relation entre le pourcentage de population urbaine et le taux d'analphabétisme:

Tableau 5.3
 Pourcentage de la population citadine et taux d'analphabétisme par province, 1982

province municipalité région autonome	% population citadine	% d'analphabétisme et semi-analphabétisme		
		total ville	village	et comté
National	14	32	16	35
<i>Nord-est</i>				
Liaoning	33	17	11	20
Jilin	24	22	15	24
Heilongjiang	26	22	14	25
<i>Nord</i>				
Beijing	61	15	10	22
Tianjing	66	17	13	26
Hebei	11	30	13	32
Shandong	12	37	22	39
Henan	9	37	17	39
Nei Menggu	17	31	15	34
Shanxi	17	24	14	27
<i>Est</i>				
Shanghai	53	17	11	23
Zhejiang	18	31	27	32
Jiangsu	11	35	16	37
Anhui	10	46	23	49
<i>Centre-sud</i>				
Fujian	13	37	22	39
Guandong	12	23	13	24
Hunan	9	24	12	25
Hubei	11	31	14	33
Jiangxi	13	32	16	35
Guangxi	7	25	13	26

province municipalité région autonome	% population citadine	% d'analphabétisme et semi-analphabétisme		
		total	ville	village et comté
<i>Sud-ouest</i>				
Guizhou	14	48	37	50
Sichuan	10	32	18	34
Xizang	6	75	31	77
Yunnan	7	49	22	52
<i>Nord-ouest</i>				
Gansu	10	48	15	52
Ningxia	17	43	19	49
Sha'anxi	14	33	15	37
Xinjiang	20	31	18	35
Qinghai	16	47	14	55

Référence: *The 1982 population census of China: major figures*, 16-17.

Lamontagne 1986:92.

La première colonne de gauche nous donne le pourcentage de la population citadine de chaque province. La deuxième colonne, le pourcentage total d'analphabètes de chaque province puis le taux d'analphabétisme dans les villes. Enfin, la dernière colonne à droite fournit le taux d'analphabétisme dans les campagnes. En général, lorsqu'une province possède une importante population citadine, son taux d'analphabétisme est relativement bas. Comparativement à la moyenne nationale, le Xinjiang possède une population citadine plus élevée mais son taux d'analphabétisme est le même alors qu'il devrait être plus bas, si l'on considère le seul facteur de la population urbaine. A noter que certaines régions, dite retardées à cause du taux d'analphabétisme élevé, présentent également une différence zone rural-zone urbain plus marquée. Ainsi en est-il du Gansu et Qinghai. Par contre, le Guizhou et le Zhejiang présentent une différence zone rural-zone urbain peu marquée.

L'analphabétisme nous conduit à l'éducation. En 1980, une conférence nationale a fixé des objectifs pour 1990, dont l'universalisation complète et la prise de mesures préventives afin d'empêcher les enfants de quitter l'école avant la 5e année (Lamontagne 1986:73).

Le tableau 5.4 nous présente l'évolution de la population estudiantine à temps complet de 1949 à 1983, avec les facteurs de croissance.

Tableau 5.4
Evolution de la population estudiantine à temps complet
(000)

année	école primaire	facteur de croissance	école secondaire	facteur de croissance	% étudiants dans les écoles techniques vocationnelles et agricoles	études supérieures	facteur de croissance
1949	24 391	1	1 268	1	18	117	1
1952	51 110	2,10	3 145	2,48	20,8	191	1,63
1957	64 283	2,64	7 081	5,6	11	441	3,76
1958	86 400	3,54	11 990	9,45	-	660	5,64
1965	116 209	4,77	14 318	11,3	34,8	674	5,76
1975	150 941	6,20	45 368	35,8	1,6	501	4,28
1979	146 629	6	60 249	47,5	1,9	1 020	8,71
1980	146 000	5,98	56 770	44,8	-	1 140	9,75
1981	143 328	5,87	50 700	40,0	1,4	1 279	10,94
1982	139 720	5,74	47 580	37,6	-	1 154	9,85
1983	135 780	5,57	46 873	36,6	4,9	1 207	10,31

Référence: Engelborghs-Bertel 1985:94.

On constate que l'école secondaire est celle dont la population a augmenté le plus, par rapport à l'université et l'école primaire. Ces données étant en nombres absolus, il est difficile de se faire une idée des changements, étant donné que la population croît également. De plus, pour certaines années, le nombre d'étudiants apparaissant dans les statistiques ne nous renseigne pas sur le nombre de ceux qui ont terminé leur étude. Ainsi en 1982, le nombre d'enfants fréquentant

l'école primaire a été évalué à 97% mais seulement 60% l'ont terminé (Issues and Studies 1985:94).

Le tableau 5.5 montre le nombre de calories consommé quotidiennement en 1980.

Tableau 5.5
Nombre de calories disponibles par province et région autonome (1980)

Provinces	Estimation du nombre de calories disponible	Indice (moyenne nationale=100)
Nei Menggu	1 577	69
Guizhou	1 631	71
Shanxi	1 764	77
Gansu	1 815	79
Shenxi	1 832	80
Yunnan	1 895	83
Hebei	1 998	87
Xizang	2 061	90
Henan	2 115	92
Anhui	2 190	95
Xinjiang	2 191	95
Ningxia	2 226	97
Liaoning	2 226	97
Hubei	2 299	97
Guangxi	2 381	104
Fujian	2 384	104
Guangdong	2 387	104
Sichuan	2 389	104
Shandong	2 482	108
Jilin	2 495	109
Jiangxi	2 578	112
Zhejiang	2 679	112
Hunan	2 763	120
Jiangsu	2 793	122
Heilongjiang	3 084	134

Référence: Eberstadt 1986:39.

Comme l'on pouvait s'y attendre, la plupart des provinces de la Chine intramurale consomment plus de calories que la moyenne nationale. Les autres se situent juste au-dessous, comme le Xinjiang ou loin derrière, comme le Nei Menggu, le Guizhou, le Shansi, le Gansu, soit toutes des régions fortement peuplées de minorités nationales ou désertiques donc peu développées économiquement. Ce sont pourtant ces régions qui auraient besoin de plus de calories étant donné que la majorité de la population vit de l'agriculture et du pastoralisme.

Regardons maintenant le nombre de calories disponibles, de façon chronologique:

Tableau 5.6
Estimation du nombre de calories disponibles quotidiennement pour la RPC
Par habitant, 1952-1981.

année	estimation du nombre de calories disponibles	indice (1957=100)
1952	1 917	93
1957	2 065	100
1960	1 462	71
1965	1 997	97
1970	2 092	101
1975	2 226	108
1977	2 247	109
1980	2 496	121
1981	2 526	122

Référence: Eberstadt 1986:36.

D'après le tableau 5.6, on observe une augmentation. Par contre, de 1957 à 1965, le nombre de calories disponibles décroît de façon significative. Encore une fois le "Grand bond en avant" y est pour quelque chose. Si le nombre de calories disponibles peut nous donner une idée du degré de pauvreté d'un pays, la source de ces calories nous en dit encore plus. On sait que les céréales (riz, pâtes, pain) sont moins coûteuses que les légumes et la viande.

Quand on regarde le tableau 5.7, on s'aperçoit que la Chine semble avoir fait peu de progrès car, de 1952 à 1981, le pourcentage de calories provenant des céréales a baissé de seulement 1 % .

Tableau 5.7
Estimation de la fraction de calories provenant des céréales.

"céréales"	années	nombre total de calories disponibles	% provenant des
1.RPC	1952	1 917	88,3
	1957	2 065	88,4
	1960	1 462	87,0
	1970	2 092	89,5
	1975	2 226	89,0
	1979-81	2 531	87,1
2.Hong Kong	1972-74	2 596	48,4
3.Malaisie	1972-74	2 428	62,3
4.Singapoure	1972-74	2 787	49,8
5.Brésil	1972-74	2471	52,9
6.Mexique	1972-74	2 625	58,6
7.Sri lanka	1972-74	2 071	65,3
8.Thailande	1972-74	2 297	78,4
9.Bangladesh	1972-74	1 949	86,0
10.Ethiopie	1972-74	1 879	82,9
11.Java	1978	1 747	80,2
(les 40% les + pauvres)			
Source: Eberstadt 1986:44			

De plus, on s'aperçoit que la Chine se situe au même rang que le Bangladesh et l'Ethiopie.

Pour avoir une meilleure idée de la pauvreté en Chine, regardons le tableau 5.8 qui nous présente le pourcentage du revenu consacré à la dépense de nourriture:

Tableau 5.8
Pourcentage du revenu consacré à la nourriture

	période	% du revenu
A. Région urbaine		
1. RPC (employés urbains)	1982	58,7%
2. Malaisie	1973	30,1%
3. Hong Kong	1963-64	46,8%
4. Pakistan	1971-72	49,3%
5. Inde	1964-65	60,7%
6. Indonésie	1978	59,7%
B. Région rurale		
7. RPC (ménages paysans)	1982	60,5%
7a (Liaoning)		(54,7%)
7b (Anhui)		(63,8%)
7c (Guizhou)		(65,6%)
7d (Gansu)		(67,8%)
8. Malaisie	1973	41,2%
9. Pakistan	1971-72	57,5%
10. Indes	1964-65	70,5%
11. Indonésie	1978	6,6%

Référence: Eberstadt 1986:46.

En 1982, en région urbaine, le revenu consacré à la nourriture en République Populaire de Chine était supérieur à celui de la plupart des pays dans les années 70 pour certains et 60 pour d'autres. Il en va de même des régions rurales. C'est dire que dans ce domaine la Chine se situe loin en arrière.

Terminons ce chapitre en présentant des chiffres relatifs au Xinjiang, tels qu'ils apparaissent dans une brochure fournie par l'Ambassade de Chine au Canada.

Tableau 5.9
La condition sociale et économique au Xinjiang

	1949	1978	1983
Production brute (industrie) (valeur en 10 000 yuan)	9 097	332 752	534 937
Production brute (agriculture) (valeur en 10 000 yuan)	62 832	264 852	404 972
Nombre d'étudiants dans les écoles supérieures	379	10 002	26 438
Nombre de lits d'hôpitaux	696	57 647	63 113
Nombre de cadres de Minorités Nationales	3 000	117 746	181 860

Comme on peut le voir d'après le tableau 5.9, qu'il s'agisse de la production brute, du nombre d'étudiants, du nombre de lits d'hôpitaux ou de cadres, le nombre augmente avec les années. Par contre, cela ne nous renseigne guère sur les changements réels. Par exemple, la production brute présentée en yuan devrait être calculée d'après ce que le yuan valait cette année-là (indexation). Nous aurions eu une meilleure idée de la réalité si, dans le cas des étudiants, le nombre finissant leurs études par rapport à la population totale nous était donné et dans le cas des lits d'hôpitaux, si nous connaissions le nombre de personnes qui disposent de lits

d'hôpitaux. Enfin, dans le cas des cadres, le pourcentage de cette population par rapport à la population générale et qu'en est-il de leur pouvoir réel ?

D'après les chiffres précédents, nous pouvons en conclure que la RPC a fait du progrès depuis 1949. Le PCC a transformé le pays pour le mettre sur la voie de la modernisation (unification du pays, industrialisation, restructuration de l'administration, etc.) mais par rapport à d'autres nations, la Chine demeure loin en arrière.

Comment la population réagit-elle à ces changements?

Elle semble offrir beaucoup plus de résistances qu'on le croit. La critique des habitants du Xinjiang concerne beaucoup plus la venue des Han, les essais nucléaires et le manque d'autonomie locale que le système socialiste lui-même (Globe & Mail, lundi 8 juillet 1985:8). En 1980, un incident opposant Han et non-Han au Xinjiang aurait fait au moins un millier de morts. Deng Xiaoping, ayant même dû se rendre sur place (Le Devoir, samedi 28 décembre 1985:4; Issues & Studies VOL 17, NO12, déc 1981 :4) rapporte un événement semblable. A la mi-avril à Akesu, une bataille entre Weiwuer et Han dura 2 jours sans intervention du système local de sécurité. Les Weiwuer furent arrêtés, semble-t-il, car ils fomentaient une révolte contre les Han à l'échelle provinciale pour le mois de juillet. A l'automne de la même année, un camion militaire écrasa un Weiwuer. La famille de ce dernier exerça des pressions pour obtenir justice et le conducteur han fut condamné à mort. Par contre, les autorités locales refusèrent de l'exécuter (Issues & studies, VOL 17, NO 12, déc 1981:4). Le Beijing Review, dans son numéro du 17 décembre 1984, rapporte un incident en 1981, à Kashi au Xinjiang, où une dispute entre un Han et Weiwuer s'étendit aux deux populations respectives, faisant plusieurs blessés et un mort parmi les Han (Beijing Review, VOL 27, NO5, 17 décembre 1984:21). En décembre 1985, trois manifestations contre les essais nucléaires au Xinjiang furent organisées par des étudiants, d'abord à Beijing, puis à Shanghai, enfin à l'Université du Xinjiang à Wulumuqi. On ne sait pas si cette dernière a été l'oeuvre d'étudiants weiwuer, la presse chinoise étant muette à ce sujet (Globe & Mail, jeudi 2 janvier 1986:A8). On sait par contre qu'au Xinjiang, les Han forment une grande partie de la clientèle étudiante au niveau

supérieur, de l'ordre de 40%. Il est donc plus probable que ce soient eux qui aient protesté. Rappelons que les essais nucléaires en Chine se font dans le désert du Lop Nor au Xinjiang. Les manifestants de Beijing et Shanghai revendiquèrent, en plus de l'arrêt des essais nucléaires, davantage d'autonomie politique et économique, l'arrêt d'une politique coercitive, la fin de l'envoi massif de criminels de droit commun dans des "camps de réforme par le travail", particulièrement nombreux au Xinjiang (Le Devoir, samedi 28 décembre 1985:4). Selon certains diplomates occidentaux, les étudiants du Xinjiang auraient pris prétexte des manifestations antijaponaises de leurs camarades han en septembre 1985 (Le Devoir, samedi 28 décembre 1985:4). Reuter et l'Agence France-Presse font remarquer que les revendications pour une plus grande liberté religieuse sont absentes puisque les autorités chinoises ont depuis quelques années favorisé les échanges entre musulmans chinois et pays arabes. Les voyageurs occidentaux se rendant aujourd'hui au Xinjiang sont frappés de l'inimitié qui oppose non Han et Han (Le Devoir, samedi 28 décembre 1985:4). Il y a à l'Université du Xinjiang, des dortoirs et cafétérias pour chaque groupe (Globe & Mail, lundi 8 juillet 1985:8). D'après Allen Abel, correspondant du Globe & Mail à Beijing en 1985, les Han du Xinjiang sont également mécontents de leur situation et essaient de revenir "au pays". A Aksu en 1979, 10 000 Han ont organisé un "sit-in" en guise de protestation, demandant de retourner à Shanghai. L'armée ouvrit le feu pour disperser la foule (Globe & Mail, lundi 8 juillet 1985:8).

On constate donc qu'il y a un certain mécontentement au Xinjiang, non seulement chez les minorités nationales mais également chez les Han. Et il s'agit seulement de ce que la presse a pu savoir. Plusieurs autres escarmouches ont certainement été passées sous silence par les instances gouvernementales. Ces rebellions, par contre, semblent sporadiques. Nous n'avons pas pu trouver d'informations nous confirmant l'existence de groupes organisés pour une lutte visant l'indépendance. Comme nous l'avons dit précédemment, le Xinjiang ne forme pas une unité nationale car l'unification du nord (Dzoungarie) et du sud (Kashgarie) au temps de l'Etat impérial, puis

la restructuration d'unité administrative ne respectant pas nécessairement le lieu d'habitat des groupes, applique le principe politique bien connu de "diviser pour régner".

L'absence d'un mouvement national propre au Xinjiang n'est donc pas surprenante.

Conclusion

D'après ce qui précède, que pouvons-nous conclure? Le Parti communiste chinois est un parti nationaliste Han. La présente thèse a pu découvrir quatre faits à l'appui de cette observation.

Tout d'abord, au niveau constitutionnel, le système dit d'autonomie régionale, en ne reconnaissant pas le droit à l'auto-détermination, à la séparation et au fédéralisme, permet à l'Etat de mettre en oeuvre un programme de construction nationale (modernisation) qui oriente, articule la vie économique, administrative, politique et sociale de la périphérie vers le centre. Donc les minorités nationales non seulement sont-elles soumises à la même autorité mais connaissent en plus une discrimination sous forme de disparité régionale. Le taux d'analphabétisme plus élevé chez les minorités nationales puisqu'on les retrouve surtout en régions rurales; la moins grande disponibilité des calories alors que la plupart s'adonnent à l'agriculture, à l'élevage ou à la pêche; la fraction du revenu consacrée à la nourriture qui est plus élevée chez les minorités nationales sont des exemples fournis au chapitre 5 confirmant notre hypothèse de travail à savoir le nationalisme han.

Deuxièmement, si nous regardons la structure des instances administratives, celle-ci comprend deux corridors de pouvoir grâce auxquels le gouvernement central s'occupe des questions d'intérêt majeur (éducation des cadres, contrôle militaire, monopole du commerce) tandis que l'aspect folklorique (festivité, habitudes alimentaires et vestimentaires) de la vie des minorités nationales relève des autorités locales. De plus, le pouvoir central s'infiltré dans la vie des minorités par l'intermédiaire des cadres d'origine minoritaire, ce qui donne l'illusion que ces minorités gèrent leurs propres affaires.

Troisièmement, son programme (non officiel) d'immigration han indique clairement que le PCC vise une sinisation du Xinjiang. En augmentant sa population han au Xinjiang, le PCC renforce son pouvoir. Les minorités du Xinjiang (déjà minoritaires par rapport à la

population totale de la Chine) deviennent de plus en plus minoritaires au sein de leur propre territoire

Quatrièmement, la façon dont le PCC désamorce l'opposition de la population, traduit bien l'absence de volonté de négocier et l'intention de soumettre la population au gouvernement central. Qu'on pense aux négociations demandées par Osman Bator à l'approche des troupes communistes en 1949, aux escarmouches lors de la création de la R.A.W.X. en 1955, aux affrontements à Yining lors du GBA, à la crise de Yili et à l'exode Hasake en 1962, aux manifestations des années 80 contre l'immigration han et les essais nucléaires.

Nous avons vu au chapitre 3 que le PCC n'a pas toujours été nationaliste. De sa naissance à la période dite de "Yanan" (fin des années 30), il avait véhiculé la notion d'autodétermination, de séparation et de fédéralisme pour les minorités nationales. La fin des années 30, coïncidant avec la mainmise des maoïstes sur le parti, verra le PCC glisser progressivement vers l'idée du système d'autonomie régionale.

Pour être mieux compris, ce changement de position doit être inséré dans le contexte international qui le vit naître. A ses débuts, jusqu'en 1927 environ, le PCC avait des conseillers russes, membres de l'I.C. Cette organisation fut créée par Lénine en 1919 dans le but de transformer la révolution socialiste entreprise en Russie en révolution mondiale grâce aux PC de chaque pays. Cependant, au cours des années, la révolution russe connaîtra une sorte de reflux. La révolution mondiale prolétarienne tarda à venir. Cette époque vit donc apparaître le stalinisme. Au niveau de l'I.C, cela se traduisit par sa transformation en un organe diplomatique de la politique extérieure menée par Staline. Les PC, membres de l'I.C, seront donc graduellement stalinisés et l'une des composantes importantes du stalinisme est le nationalisme. En effet, l'U.R.S.S n'est plus le centre révolutionnaire à partir duquel la révolution se propagera. Ainsi, apparaîtront les thèses du "socialisme dans un seul pays" et de la "coexistence pacifique". C'est dans ce contexte que l'auto-détermination, la séparation et l'idée de fédération furent abandonnées pour laisser la place au système d'autonomie régionale.

Bien sûr, le PCC tiendra un autre discours pour expliquer ce changement de politique. En mettant l'accent sur l'histoire cordiale des relations entre les divers groupes et les Han et en tenant pour acquis que ces régions minoritaires ont toujours fait partie de la Chine, le PCC tente de démontrer qu'il n'y a aucune raison pour qu'une demande d'autonomie puisse surgir en Chine. D'après Zhang Zhiyi, directeur d'une instance gouvernementale appelée le département du Front Uni et travaillant de très près avec les minorités nationales, dans son livre intitulé The Party and the National Question in China(1966), le PCC n'a pas besoin d'adopter l'orientation léniniste de l'autodétermination puisqu'après la guerre de résistance contre le Japon (1937-1945) les diverses nationalités de Chine étaient devenues solidaires et voulaient mettre l'accent sur l'unité au sein d'une nation multinationale, plutôt que se séparer (Zhang 1966:67). Devant ce fait, le PCC développa la notion d'autonomie régionale (Zhang 1966:68). De toutes façons, toujours d'après Zhang, les minorités et les Han ayant connu les mêmes oppresseurs (impérialisme, Guomindang, régime impérial) leurs intérêts ne peuvent être que communs. Le PCC a également utilisé l'argument de l'inégale répartition géographique des divers groupes.

Pour le PCC, l'assimilation des peuples minoritaires est une loi naturelle. Par contre, les politiques assimilationnistes ont suscité beaucoup de résistance chez les minorités. C'est pourquoi affirme Zhang, le PCC n'en suivra plus. Il utilisera des moyens détournés plutôt que des méthodes répressives envers les minorités nationales (Zhang 1966:120). Les coutumes de ces groupes sont tolérées par le PCC mais celles qui ne vont pas dans le même sens que la construction du socialisme seront peu à peu surmontées avec les moyens détournés mentionnés plus haut. Voilà donc le discours et l'attitude générale du PCC relativement à la question nationale. On peut y sentir une position nationaliste Grand-Han.

La Chine se préparait donc pour une révolution communiste en 1925 mais en 1984, elle en était toujours à une révolution nationale han (unification du territoire, centralisation économique et politique etc)

Que signifie le fait que le PCC soit un parti nationaliste han ?

Premièrement, cela veut dire qu'il y a donc nécessairement oppression politique à l'intérieur des frontières, non seulement envers les minorités nationales (autonomie régionale) mais aussi envers les Han (immigration forcée).

Deuxièmement, du point de vue international, le PCC a tendance à subordonner les intérêts des mouvements communistes et révolutionnaires à leur raison d'Etat et à leur politique de puissance. Pour ne citer qu'un exemple, rappelons-nous que Mao a entretenu pendant longtemps de bonnes relations avec Soekarno, le président de l'Indonésie et qu'il exhorta le parti communiste indonésien à se soumettre à Soekarno, à abandonner toute action révolutionnaire pour s'allier avec la bourgeoisie nationale. (Deutscher 1967:189.)

Deutscher qualifia la révolution russe d'inachevée. On peut en dire de même pour la révolution chinoise dont rêvent les premiers communistes chinois, Li Da Zhao, Chen Duxiu. Aujourd'hui en Chine Populaire comme en Union Soviétique, les dirigeants ne sont pas les véritables héritiers des révolutions commencées en 1917 par Lénine et en 1925 par Li et Chen. Toutes deux ont connu des tournants obscurs (stalinisme) qui ont abouti à des régimes autoritaires.

La fin des années 80 voient-elles, par contre, des signes avant-coureurs de bouleversements ultérieurs? Les Etats baltes, l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, l'Arménie ont commencé à s'agiter. Les étudiants de Chine ont manifesté en juin 1989, comme jamais depuis 1949.

Il est difficile de savoir ce que l'avenir réserve à la Chine mais il sera intéressant de voir où et comment la brèche qui vient de s'ouvrir poursuivra son chemin.

Bibliographie

- Buchanan, Keith, 1973 *L'espace chinois*, Paris , Armand Colin.
- Carrère d'Encausse, Hélène 1978 *L'Empire éclaté*, Paris, Flammarion.
- Chang, Wei-Penn 1981 "L'économie dominale chez les Uygurs avant 1949 et la transformation sociale des années 1950", *La Chine:la question des minorités*, Montréal, P.U.M..
- Clark, Milton J. 1954 "How the Kazakhs fled to freedom", *National Geographic*, VOL 16, juillet-décembre.
- Davies, Horace B. 1967 *Nationalism and socialism*, New-York/London, Monthly Review Press.
- Dreyer, June T. 1976 *China's 40 millions*, Cambridge, Harvard University Press.
- Eberstadt, Nick 1986 "Material poverty in the PRC in international perspective", *Issues & Studies*, VOL 22, NO 5.
- Engelborghs-Bertel, Marthe 1985 "New Man or lost generation: Education in the 4 modernizations", *Issues & Studies*, VOL 2, No 9.
- Fairbank, John K. 1968 *The Chinese World Order*, Cambridge, Harvard University Press.
- Fejto, François 1973 *Chine-URSS: de l'alliance au conflit 1950-1972*, Paris, Seuil.
- Golfin, Jean 1982 *La Chine et ses populations*, Bruxelles, Ed. Complexe.
- Guillermaz, Jacques 1972 *Histoire du Parti communiste chinois*, Paris, Payot VOL 2.

- Guillermaz, Jacques 1968 *Histoire du Parti communiste chinois*, Paris, Payot VOL 1.
- Harold, Isaacs 1967 *La tragédie de la révolution chinoise, 1925-1927*, Paris, Gallimard.
- Helly, Denyse 1984 "Légitimité de l'Etat et clivage ethnique: le cas du Xinjiang (1949-1960)", *Anthropologie et Société*, P.U.M., Vol 8 NO 1: 115-146.
- Helly, Denyse 1981 "Le parti communiste chinois et la question ethnique: le cas du Xinjiang 1920-1959", *Cahiers du centre d'études de l'Asie de l'Est*, Montréal, P.U.M. NO 2, 129-228.
- Johnson, Chalmers 1967 *Peasant nationalism and communist power*, Stanford, Stanford University Press.
- Lamontagne, Jacques 1986 "Educational Development in the PRC: Regional and Ethnic disparities", *Issues and Studies*, VOL 22, NO 9.
- Lattimore, Owen 1957 *Inner Asia frontiers of China*, New-York, Beacon Press Books.
- Li, Fuxiang 1973 *The Turkic-Moslem problem in Sinkiang: a case study of Chinese communist nationality policy*, Rutgers University, thèse de doctorat
- Mao, Zedong 1977 "Débat sur les coopération agricole", *Oeuvres choisies*, Tome 5, Beijing, Ed. en langues étrangères.
- McMillen, Donald H. 1979 *Chinese Communist Power and Policy in Xinjiang 1949-1977*, Boulder, Colorado, Westview Press, Folkestone, Angleterre, Dawson Press.
- Moseley, Georges 1965 "China's fresh approach to the National Minority question", *China Quarterly*, NO 24:15-27.
- Nichols, James L. 1969 *Minority Nationality cadres in communist China*, Stanford U., Thèse de PHD, Ann Arbor.

- Patterson, George N. "China and Tibet: background to the revolt",
1960 *China Quarterly*, Jan-mars 1960 NO 1:81-92.
- Pipes, Richard *The formation of the Soviet Union: communism
1964 and nationalism: 1917-1923*, Cambridge,
Harvard University Press.
- Poulin, Richard *La politique des nationalités de la République
1984 populaire de Chine (de Mao Zedong à Hua
Guofeng)*, Québec, Editeur officiel du Québec.
- Poulin, Richard *Le Parti communiste chinois, le stalinisme et
1982 la question nationale*, manuscrit inédit.
- Poulin, Richard "La nouvelle politique économique chinoise",
1979 *Interventions critiques en économie politique*,
NO 3: 116-138.
- Rossabi, Morris *China and Inner Asia, from 1368 to the present
1975 day*, New-York, Pica Press.
- Snow, Edgar *Red star over China*, New-York, Random
1951 House.
- Zhang, Zhiyi *The Party and the national question in China*,
1966 Cambridge, MIT Press, Moseley Georges Ed.

Périodiques et Quotidien

Beijing Review
China News Analysis (CNA)
Globe & Mail
Le Devoir